

T3

Canaccord Capital Inc.

présente les résultats du troisième trimestre de l'exercice 2009

Rapport du troisième trimestre de 2009 aux actionnaires

présente les résultats du troisième trimestre de l'exercice 2009

(Tous les montants en dollars sont en dollars canadiens, sauf indication contraire.)

VANCOUVER, 12 février 2009 – Les produits de Canaccord Capital Inc. (Bourse de Toronto et AIM : CCI) pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2008 se sont élevés à 87,2 millions \$, une baisse de 52,4 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. La perte nette du troisième trimestre, excluant un certain nombre d'éléments importants, une mesure non conforme aux PCGR, s'est établie à 16,2 millions \$¹, ou 0,33 \$¹ l'action. Un certain nombre d'éléments importants, qui figurent plus loin, ont été comptabilisés au cours du trimestre pour un montant de 51,0 millions \$ avant impôts, ou 0,94 \$ l'action, dont une tranche de 38,2 millions \$ sans incidence sur la trésorerie. Compte tenu de ces éléments importants, la perte nette de Canaccord pour le trimestre, selon les PCGR, s'est élevée à 62,4 millions \$, et la perte par action (nombre dilué) a été de 1,27 \$. Au sujet des résultats du trimestre, Paul Reynolds, président et chef de la direction, a déclaré : «Au cours du trimestre, nous avons pris des décisions difficiles mais nécessaires à l'égard de notre bilan. Nous avons maintenant l'intention de mettre notre solide assise en capital à profit, et de continuer d'être vigoureusement à l'affût d'occasions de croissance tout en contrôlant les coûts.»

Les produits pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2008 se sont élevés à 370,7 millions \$, une chute de 37,0 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. La perte nette depuis le début de l'exercice 2009 s'est établie à 51,3 millions \$, et la perte par action (nombre dilué) a été de 1,05 \$. En excluant les éléments importants qui figurent plus loin, la perte nette de la période de neuf mois a atteint 5,2 millions \$¹, et la perte par action (nombre dilué) a été de 0,11 \$¹.

Les éléments importants qui suivent ont été comptabilisés au cours du troisième trimestre de l'exercice 2009 :

- **Ajustements du PCAA :**
 - **Ajustement à la juste valeur du PCAA :** La Société a constaté un ajustement avant impôts additionnel sans incidence sur la trésorerie de 6,7 millions \$ du PCAA détenu en trésorerie pour refléter l'incidence des conditions de marché actuelles sur l'évaluation de ses titres de PCAA. Cet ajustement réduit la valeur comptable à 23,2 millions \$ du PCAA détenu en trésorerie par la Société au 31 décembre 2008. Cette valeur exclut les VAC II de catégorie 15 additionnels de 9,5 millions \$ ajoutés aux titres déjà détenus en trésorerie comme il a été annoncé le 30 janvier 2009.
 - **Programme de secours de Canaccord :** Le programme de secours de Canaccord qui a fait l'objet d'une annonce en avril 2008 comprenait le rachat d'un maximum de 152 millions \$ de titres PCAA restructurés, à la valeur nominale, auprès des clients qui en détiennent 1 million \$ ou moins. Le total de la provision avant impôts comptabilisée au cours du troisième trimestre de 2009 a été de 5,3 millions \$, portant le total de la provision à l'égard du secours à l'intention des clients à 59,5 millions \$ au 31 décembre 2008. La provision est constituée des éléments qui suivent :
 - **Provision de secours :** Dans le cadre du programme de secours à l'intention des clients, au cours de l'exercice 2008, la Société a comptabilisé une provision avant impôts de 54,2 millions \$. La conclusion du secours à l'intention des clients a été annoncée le 30 janvier 2009 et, en raison de décaissements additionnels, la Société a augmenté sa provision de 2,7 millions \$ au cours du troisième trimestre de 2009.
 - **Ajustement à la juste valeur :** En outre, la Société a aussi comptabilisé un ajustement à la juste valeur de 2,6 millions \$ avant impôts à l'égard des VAC II de catégorie 15 acquis par la Société par suite de la conclusion du programme de secours de Canaccord.
- **Dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels :**
 - **Canaccord Adams Inc. :** Canaccord Adams Inc. («CAI») fournit principalement des services liés aux marchés des capitaux à des institutions et des sociétés aux États-Unis. Compte tenu de la détérioration continue des marchés financiers, cette unité d'exploitation a subi une baisse de ses activités commerciales et de ses produits au cours du troisième trimestre de 2009. En raison des changements négatifs survenus dans l'environnement d'affaires, la Société a effectué une évaluation pour établir la juste valeur de cette unité d'exploitation comparativement à sa valeur comptable. Les résultats de cette évaluation se sont traduits par la comptabilisation d'une imputation sans incidence sur la trésorerie de 27,5 millions \$ à l'égard de la moins-value de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels relatifs aux activités de la société sur les marchés des capitaux américains.

¹⁾ Les éléments des états financiers qui excluent les éléments importants sont des mesures non conformes aux PCGR (voir la rubrique «Mesures non conformes aux PCGR»).

Table des matières

Canaccord Capital Inc. présente les résultats du troisième trimestre	1	Bilans consolidés intermédiaires	25	États du résultat étendu consolidés intermédiaires	27
Message aux actionnaires	4	États des résultats consolidés intermédiaires	26	États des flux de trésorerie consolidés intermédiaires	28
Rapport de gestion	6	États de la variation des capitaux propres consolidés intermédiaires	27	Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires	29

- **Enermarket** : En raison des conditions de marché au cours du troisième trimestre de 2009, y compris la chute brutale du prix du pétrole, les perspectives en matière de bénéfice de Canaccord Enermarket Ltd. («Enermarket»), dont la principale activité consiste en la prestation de services de consultation auprès de sociétés du secteur du pétrole et du gaz, ont été touchées de manière défavorable. Le 6 novembre 2008, il a été annoncé que la valeur de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels d'Enermarket avait subi une moins-value et, par conséquent, une imputation sans incidence sur la trésorerie avant impôts de 4,0 millions \$ a été comptabilisée au troisième trimestre de 2009.
- **Frais de restructuration** : Comme il a été annoncé le 30 octobre 2008, Canaccord a mis en œuvre une restructuration à l'échelle de la Société qui a entraîné la mise à pied d'employés dans toutes les régions géographiques où la Société exerce ses activités. Cette restructuration s'est traduite par une charge avant impôts de 7,5 millions \$ comptabilisée au troisième trimestre de 2009, soit un niveau légèrement supérieur au montant estimatif de 6,8 millions \$ en raison des frais additionnels établis par suite de l'annonce effectuée en octobre lorsque l'importance de la réduction de l'effectif avait été déterminée.

Les résultats du troisième trimestre et depuis le début de l'exercice 2009 comprennent aussi une provision pour pertes sur crédit de 5,5 millions \$ avant impôts, dont une tranche de 4,5 millions \$ a trait à nos activités au Canada, et une tranche de 1,0 million \$ a trait à nos activités au Royaume-Uni. Cette provision est plus élevée de 2,0 million \$ que notre estimation annoncée le 30 octobre 2008 en raison de la poursuite de la détérioration des marchés. En raison de la volatilité et de la détérioration rapide des marchés financiers à l'échelle mondiale au cours du troisième trimestre de 2009, un certain nombre de nos clients ont subi des pertes entraînant des soldes non garantis. La Société a constitué, au troisième trimestre de l'exercice 2009, une provision de 5,5 millions \$ avant impôts. La provision après impôts s'établit à 3,8 millions \$, ou 0,08 \$ l'action. La direction continuera à veiller de façon diligente au recouvrement de ces soldes.

Données rajustées du troisième trimestre et depuis le début de l'exercice 2009

(en milliers \$ CA, sauf le RPA, en \$)	Trois mois terminés le 31 décembre 2008					Neuf mois terminés le 31 décembre 2008				
	Produits	Charges	Perte nette avant impôts	Perte nette action («RPA»)	Résultat par action («RPA»)	Produits	Charges	Perte nette avant impôts	Perte nette action («RPA»)	Résultat par action («RPA»)
Comme présenté dans les états financiers	87 188 \$	159 625 \$	(72 437)\$	(62 378)\$	(1,27)\$	370 725 \$	424 609 \$	(53 884)\$	(51 317)\$	(1,05)\$
Ajustement à la juste valeur du PCAA ^a	—	6 700	6 700	4 600	0,09	—	6 700	6 700	4 600	0,09
Provision à l'égard des programmes de secours ^b	—	2 700	2 700	1 854	0,04	—	2 700	2 700	1 854	0,04
Ajustement à la juste valeur dans le cadre du programme de secours de Canaccord ^c	—	2 647	2 647	1 817	0,03	—	2 647	2 647	1 817	0,03
Dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels ^d	—	31 524	31 524	31 524	0,65	—	31 524	31 524	31 524	0,65
Frais de restructuration ^e	—	7 520	7 520	6 341	0,13	—	7 520	7 520	6 341	0,13
Compte non tenu des éléments importants ^f	87 188 \$	108 534 \$	(21 346)\$	(16 242)\$	(0,33)\$	370 725 \$	373 518 \$	(2 793)\$	(5 181)\$	(0,11)\$

a) Désigne l'ajustement à la juste valeur du PCAA détenu par la Société au troisième trimestre de 2009.

b) Représente les frais additionnels du secours à l'intention des clients relativement au PCAA détenu par des clients admissibles.

c) A trait à l'ajustement à la juste valeur du PCAA de stocks acquises par la Société dans le cadre d'un programme de secours à l'intention des clients.

d) A trait à la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels de CAI et d'Enermarket.

e) Composé des frais de restructuration du personnel.

f) Les éléments des états financiers qui excluent les éléments importants sont des mesures non conformes aux PCGR.

Situation financière du troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008

- Solde de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 684,5 millions \$, en hausse de 262,7 millions \$ contre 421,8 millions \$;
- fonds de roulement de 285,6 millions \$, une augmentation de 7,7 millions \$ contre 277,9 millions \$;
- total des capitaux propres de 358,0 millions \$, en baisse de 32,2 millions \$ contre 390,2 millions \$;
- rendement des capitaux propres («RCP») de (64,3) %, en baisse comparativement à 16,2 %;
- valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué) à la fin de la période de 6,37 \$, un recul de 19,9 % par rapport à 7,95 \$.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au troisième trimestre de 2008, excluant les éléments importants¹

- Produits de 87,2 millions \$¹, un recul de 52,5 %, ou 96,2 millions \$, contre 183,4 millions \$¹;
- charges de 108,5 millions \$¹, en baisse de 29,9 %, ou 46,3 millions \$, contre 154,8 millions \$¹;
- perte nette de 16,2 millions \$¹ comparativement à un bénéfice net de 17,8 millions \$¹ pour la période correspondante de l'exercice précédent;
- perte par action (nombre dilué) de 0,33 \$¹ contre un bénéfice par action de 0,36 \$;

- le 11 février 2009, le conseil d'administration a examiné la politique relative aux dividendes à la lumière de la conjoncture et des activités commerciales de Canaccord, et a approuvé une interruption du versement du dividende trimestriel pour le trimestre considéré. Cette mesure a été prise afin de permettre à la Société de protéger son fonds de roulement et sa valeur comptable, de même que de se positionner de façon à tirer profit des occasions de croissance qui pourraient se présenter.

Depuis le début de l'exercice 2009 par rapport à la période correspondante de l'exercice 2008, excluant les éléments importants ¹

- Produits de 370,7 millions \$ ¹, en baisse de 37,0 %, ou 217,4 millions \$, contre 588,1 millions \$ ¹ ;
- charges de 373,5 millions \$ ¹, un recul de 21,8 %, ou 103,9 millions \$, contre 477,4 millions \$ ¹ ;
- perte nette de 5,1 millions \$ ¹ comparativement à un bénéfice net de 72,2 millions \$ ¹ pour la période correspondante de l'exercice précédent;
- perte par action (nombre dilué) de 0,11 \$ ¹ comparativement à un bénéfice par action de 1,48 \$ ¹ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Troisième trimestre de 2009 par rapport au deuxième trimestre de 2009, excluant les éléments importants ¹

- Produits de 87,2 millions \$ ¹, en baisse de 21,3 %, ou 23,6 millions \$, contre 110,8 millions \$;
- charges de 108,5 millions \$ ¹, un recul de 6,3 %, ou 7,3 millions \$, contre 115,8 millions \$;
- perte nette de 16,2 millions \$ ¹ comparativement à une perte nette de 5,4 millions \$;
- perte par action (nombre dilué) de 0,33 \$ ¹, comparativement à une perte par action (nombre dilué) de 0,11 \$ pour le deuxième trimestre de 2009.

Sommaire de l'exploitation

- En janvier 2009, la Société a mis en œuvre le programme de secours de Canaccord à l'intention des clients admissibles, faisant ainsi la preuve de son engagement ferme qui consiste à placer ses clients au premier plan;
- En janvier 2009, le chef des Services aux particuliers de Canaccord, John Rothwell, a instauré trois nouveaux postes de direction au sein du secteur :
 - Directeur national des ventes
 - Chef de la formation et du perfectionnement
 - Directeur de l'expansion
- Canaccord Adams, notre équipe des marchés des capitaux, a effectué neuf opérations à l'échelle mondiale, qui ont mobilisé un produit total de 189,3 millions \$ au cours du troisième trimestre de l'exercice 2009;
- Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2009, Canaccord Adams a dirigé ou codirigé les opérations sur actions suivantes :
 - une opération de 135,0 millions \$ à la Bourse de Toronto et à la Bourse de Londres pour le compte de Yamana Gold Inc.,
 - une opération de 10,3 millions \$ US à la NASDAQ pour le compte d'Osmetech plc,
 - une opération de 12,4 millions \$ à la Bourse de Toronto pour le compte de Mavrix Explore,
 - une opération de 7,0 millions \$ à la Bourse de Toronto pour le compte de Alexo Resources Corp.
- Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2009, Canaccord Adams a agi à titre de conseiller financier dans le cadre des opérations suivantes :
 - coconseiller pour First Calgary Petroleum Ltd. dans le cadre de son acquisition de 923 millions \$ par Eni SpA,
 - conseiller pour Hargraves Technology dans le cadre de son acquisition par Parker Hannifin Corporation,
 - conseiller pour IAMGOLD Corporation dans le cadre de son acquisition en instance de 140 millions \$ d'Orezone Resources Inc.,
- Canaccord Adams a participé à 26 opérations² à l'échelle mondiale ayant mobilisé un produit total de 5,8 milliards \$ au cours du troisième trimestre de 2009;
- Canaccord Adams s'est classée au premier rang en Amérique du Nord pour la conclusion de 50 placements privés dans des sociétés ouvertes³ ayant mobilisé des produits de plus de 1,2 milliard \$ US au cours de l'année civile 2008;
- actifs sous administration («ASA») de 9,0 milliards \$, en baisse de 39,2 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, et de 22,0 % par rapport au deuxième trimestre de 2009;
- actifs sous gestion («ASG») de 454 millions \$, en baisse de 40,3 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, et de 25,5 % par rapport au deuxième trimestre de 2009;
- au 31 décembre 2008, Canaccord comptait 347 équipes de conseillers, soit 30 de moins par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, et 6 de plus par rapport au deuxième trimestre de 2009.

Mesures non conformes aux PCGR

La direction est d'avis que les mesures non conformes aux PCGR présentées fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de Canaccord. La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux PCGR permettront une meilleure évaluation du rendement des activités de Canaccord et favoriseront une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Ces mesures non conformes aux PCGR ne devraient pas être interprétées comme des mesures de remplacement des résultats qui sont présentés de manière conforme aux PCGR. Ces mesures non conformes aux PCGR sont présentées afin de rehausser la compréhension générale des investisseurs du rendement financier réel de Canaccord.

Cependant, il existe une limite inhérente à l'utilisation de ces mesures non conformes aux PCGR. En effet, les incidences comptables des éléments importants selon les PCGR reflètent effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de Canaccord, et ces incidences ne doivent pas être négligées dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de Canaccord. Par conséquent, la direction estime que les mesures conformes aux PCGR de la perte par action et de la perte par action (nombre dilué) de Canaccord et les mêmes mesures respectives non conformes aux PCGR du rendement financier doivent être parallèlement prises en compte.

¹ Les éléments des états financiers qui excluent les éléments importants sont des mesures non conformes aux PCGR (voir la rubrique «Mesures non conformes aux PCGR»).

² Opérations de plus de 1,5 million \$.

³ Source : Placement Tracker.

message aux actionnaires

Le troisième trimestre de l'exercice 2009 s'est avéré l'une des périodes les plus ardues de l'histoire des marchés. La détérioration rapide des volumes d'affaires entraînée par les pires conditions économiques depuis des décennies a eu une incidence négative marquée sur nos résultats financiers. Nous avons donc connu un trimestre particulièrement difficile en raison de ces conditions, ainsi que des charges annoncées pendant notre dernière conférence téléphonique et d'un certain nombre d'éléments importants. Malgré ces difficultés, nous avons clôturé le trimestre avec une assise financière solide qui permettra à Canaccord non seulement de surmonter les conditions pénibles qui nous attendent à court terme, mais aussi de profiter des occasions de croissance de nos activités qui devraient se présenter.

De plus, nous sommes très heureux d'avoir conclu, le 30 janvier 2009, le programme de secours de Canaccord à l'intention des clients admissibles détenant du papier commercial adossé à des actifs ("PCAA") gelé. Les fonds se trouvent maintenant dans les comptes de nos clients, et ce chapitre ardu de notre histoire est maintenant derrière nous. Bien que nous aurions souhaité éviter cette difficile expérience, nous sommes fiers du programme de secours de Canaccord, qui démontre notre engagement continu à placer nos clients au premier plan.

Aperçu financier

D'un point de vue opérationnel, la perte nette du troisième trimestre, excluant les éléments importants, s'est établie à 16 millions \$, ou 0,33 \$ l'action (nombre dilué). Plusieurs éléments importants comptabilisés au cours du trimestre ont eu une incidence sur cette perte, y compris une imputation pour dépréciation de l'écart d'acquisition sans incidence sur la trésorerie de 31,5 millions \$, un ajustement à la juste valeur du PCAA détenu en trésorerie sans incidence sur la trésorerie de 6,7 millions \$, un ajustement à la juste valeur du PCAA reçu à la clôture du programme de secours de Canaccord de 2,6 millions \$, des frais de restructuration de 7,5 millions \$ relatifs à des réductions de l'effectif et des charges additionnelles de 2,7 millions \$ liées au secours à l'intention des clients relativement au PCAA. Compte tenu des charges importantes de 51 millions \$ comptabilisées pour le trimestre, les charges ont été de 160 millions \$, et la perte nette s'est établie à 62 millions \$, ou 1,27 \$ l'action (nombre dilué). D'autres détails à l'égard de ces charges figurent à la page 1 du présent rapport.

La majeure partie de ces charges est sans incidence sur la trésorerie, et notre structure du capital demeure très solide pour tous les environnements d'affaires. À la fin du troisième trimestre, Canaccord disposait d'une trésorerie et d'équivalents de trésorerie de près de 685 millions \$, un fonds de roulement net de 285 millions \$ et un capital excédentaire d'environ 130 millions \$. Compte tenu de notre bilan sans endettement et très liquide, nous sommes d'avis que nous sommes en bonne position pour tirer avantage des occasions qui pourraient se présenter sur le marché, et que nous disposons d'une assise d'exploitation solide dans un avenir prévisible. Toutefois, Canaccord demeure axée sur ce que nous devons faire pour réduire ou éliminer d'autres pertes.

Cela étant dit, je comprends que les résultats et les provisions du trimestre considéré puissent susciter quelques questions parmi nos actionnaires et employés. J'ai donc l'intention d'utiliser le reste de ce message pour répondre aux questions que les actionnaires et employés doivent se poser, à mon avis, au sujet du plan d'affaires et des perspectives futures de Canaccord. Les faits saillants en matière d'exploitation figurant habituellement dans le présent message se trouvent à la page 2 du présent rapport.

Q : De quelle façon comptez-vous assurer la croissance de Canaccord dans la conjoncture actuelle?

Nous travaillons de manière diligente en vue d'exploiter une entreprise solide et efficiente. Toutefois, nous avons l'intention de mettre notre solide assise en capital à profit, et de continuer d'être vigoureusement à l'affût d'occasions de croissance tout en contrôlant les coûts. Malgré les défis incontournables, j'entrevois d'excellentes occasions de croissance de nos produits d'exploitation et de notre part de marché. Par exemple, à court terme, nos activités de vente et de négociation aux États-Unis bénéficient de la réorganisation complète de l'environnement concurrentiel sur le marché américain. Le marché est encore difficile, mais notre part de marché s'accroît, et nous avons profité de l'occasion d'ajouter des joueurs chevronnés du secteur à notre équipe pour combler et rehausser nos capacités. De plus, au Canada, nous sommes le premier courtier indépendant à offrir à la clientèle institutionnelle un accès direct au marché. Il s'agit d'une stratégie de négociation novatrice dont l'élaboration s'est échelonnée sur plusieurs années.

À moyen terme, notre nouveau chef des Services aux particuliers, John Rothwell, s'affaire à bâtir une équipe solide et une structure opérationnelle plus efficace pour cette division. Il s'est attaqué avec vigueur aux questions liées aux coûts et à la capacité, et a embauché des professionnels de haut niveau chargés du recrutement et de la formation. Maintenant que la situation relative au PCAA est derrière nous, nous axons nos efforts sur les Services aux particuliers, en jetant des bases plus solides aux fins de la croissance future, pendant que le marché traverse cette période particulièrement rude. Nous continuerons de concentrer nos efforts sur la fourniture de services de gestion du patrimoine dans le cadre de nos perspectives à long terme, tout en conservant notre expertise en matière de courtage traditionnel.

Nous croyons que l'année 2009 sera semée d'embûches pour la plupart de nos activités. Toutefois, à plus long terme, nous entrevoyons une excellente occasion stratégique d'acquérir des actifs en difficulté dont pourrait profiter notre plateforme mondiale. En effet, ces acquisitions pourraient non seulement accroître notre capacité, mais aussi contrebalancer nos frais fixes. Voilà une autre raison pour

laquelle nous tenons tant à protéger notre assise financière afin de pouvoir devenir, au moment opportun, des acheteurs et non des vendeurs. Nous croyons qu'il s'agira d'une occasion de croissance formidable.

Q : Avez-vous pris un engagement envers le modèle d'affaires mondial de Canaccord?

Absolument. Nous avons l'intention de soutenir avec ardeur notre infrastructure mondiale aussi longtemps que nos clients apprécieront notre prestation de services à l'échelle mondiale. Nous nous sommes engagés à aider la totalité de nos unités d'exploitation, tant sur le plan de leur intégration que de leur efficacité, de manière à mener nos activités mondiales en utilisant le moins de ressources possible.

Q : Quelle a été l'incidence des mesures de réduction des coûts, y compris le plan de 120 jours annoncé au dernier trimestre?

Les objectifs relatifs à la compression des coûts du plan de 120 jours que nous avons lancé en juin 2008 ont été atteints. Toutefois, pour être franc, la détérioration rapide et sévère des marchés en octobre et en novembre a dépassé nos prévisions. Les mesures de contrôle des coûts que nous avons mises en œuvre n'ont pas suffi à contrer les effets de ce ralentissement du marché, et notre volume d'affaires a chuté plus rapidement que nos coûts. Toutefois, au cours du trimestre, nous avons réalisé des économies au titre des frais administratifs de plus de 5 millions \$, montant net, et réduit les salaires de plus de 1 million \$ (montant net). L'avantage combiné de ces mesures et d'autres initiatives devrait se traduire par des économies de plus de 20 millions \$ annuellement.

Avant la fin du présent exercice, nous prévoyons présenter un plan qui traitera plus en profondeur de certains coûts généraux de nos activités et qui présentera une stratégie proactive visant à mieux aligner nos activités afin de rehausser la valeur pour les actionnaires. Ce plan, jumelé aux mesures annoncées au dernier trimestre, comme les réductions de l'effectif et des salaires des membres de la direction, le report de projets et les compressions additionnelles de coûts discrétionnaires, devrait avoir une incidence tangible sur notre capacité de générer des rendements positifs pour nos actionnaires. Nous sommes d'avis que l'incidence de ces mesures sera plus évidente au quatrième trimestre de l'exercice considéré et par la suite, alors que les employés à l'échelle de la Société seront de plus en plus vigilants à l'égard du contrôle des coûts et de l'augmentation de l'efficacité.

Q : Selon vos perspectives les plus éloignées, que réserve l'avenir pour Canaccord?

J'ai déjà parlé de sujets particuliers mais, dans l'ensemble, je crois que nous sommes toujours un joueur important au sein des marchés des capitaux au Canada et à l'étranger. Nous avons l'intention de continuer à offrir aux clients des idées de qualité qui les aideront à gagner de l'argent. De plus, nous ferons preuve de la plus grande efficacité afin d'accroître le rendement pour nos actionnaires dans le futur. Comme je l'ai mentionné, le reste de l'année 2009 sera probablement semé d'embûches, mais notre meilleure analyse suggère que les marchés mondiaux ainsi que le cycle économique mondial des marchandises retrouveront des niveaux plus habituels, lorsque les nombreuses mesures de stimulation de l'économie mises en œuvre à l'échelle des pays pousseront la demande à la hausse partout dans le monde.

Q : Avez-vous quelques deniers commentaires au sujet de la situation du PCAA?

Je suis heureux que le processus de restructuration soit enfin achevé, après 17 mois de travail ardu pour Canaccord et le secteur. En fait, ce processus a été très difficile pour nos clients touchés, soit 1 % de notre clientèle. Nous aurions préféré être en mesure de régler cette situation plus rapidement et d'éviter les inconvénients subis. J'aimerais offrir mes remerciements les plus sincères à nos clients pour leur patience tout au long de ce processus. Plus de 90 % des clients sont restés fidèles à Canaccord et plus de 92 % des actifs des clients touchés sont demeurés au sein de la Société, ce qui témoigne de la façon dont nous avons géré une situation problématique. Le programme de secours de Canaccord et la somme impressionnante de travail abattu par nos employés en vue d'en arriver à un accord reflètent clairement notre engagement envers la protection des intérêts de nos clients. De cela, nous pouvons être fiers.

Le président et chef de la direction générale,



PAUL D. REYNOLDS

rapport de gestion

Troisième trimestre de l'exercice 2009, périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2008 – Document daté du 12 février 2009

Le rapport de gestion suivant de Canaccord Capital Inc. («Canaccord») vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans la situation financière et les résultats d'exploitation des périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2008 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2008 sont également désignées sous le nom de troisième trimestre de 2009, T3/09, depuis le début de l'exercice 2009 et T3 de l'exercice 2009 dans le présent rapport de gestion. Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2008, qui commencent à la page 25 du présent rapport, la notice annuelle datée du 30 juin 2008 et le rapport de gestion annuel de 2008, y compris les états financiers consolidés vérifiés pour l'exercice terminé le 31 mars 2008 («états financiers consolidés annuels vérifiés»), qui se trouvent dans le rapport annuel de Canaccord daté du 8 juillet 2008 («rapport annuel»). Aucune modification importante n'a été apportée à l'information qui figure dans le rapport de gestion annuel pour l'exercice 2008, sauf indication contraire dans le présent rapport de gestion. L'information financière de Canaccord est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. L'information financière présentée dans le présent document est préparée selon les principes comptables généralement reconnus («PCGR») du Canada, à moins d'indication contraire. Le présent rapport de gestion est fondé sur les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les états financiers consolidés annuels vérifiés préparés selon les PCGR du Canada.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent document contient certains énoncés prospectifs. Ces énoncés ont trait à des événements ou au rendement futurs, et ils reflètent les attentes ou croyances de la direction à l'égard d'événements futurs, y compris la conjoncture commerciale et économique ainsi que la croissance, les résultats d'exploitation, le rendement, les perspectives commerciales et les possibilités d'affaires de Canaccord. Ces énoncés prospectifs reflètent les croyances actuelles de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que «peut», «sera», «devrait», «prévoir», «projeter», «anticiper», «croire», «estimer», «prédire», «éventuel», «continuer», «cible», «avoir l'intention», «entendre» ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. Par nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'ils évaluent ces énoncés, les lecteurs devraient expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature du secteur des services financiers et les risques et incertitudes décrits de temps à autre dans les états financiers consolidés intermédiaires et annuels de Canaccord et dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com. Ces énoncés prospectifs sont faits à la date du présent document, et Canaccord ne s'engage pas à les mettre à jour ou à les réviser pour tenir compte de nouveaux événements ou de nouvelles circonstances.

Mesures non conformes aux PCGR

Certaines mesures non conformes aux PCGR sont utilisées par Canaccord comme mesures du rendement financier. Les mesures non conformes aux PCGR n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés.

La direction est d'avis que les mesures non conformes aux PCGR présentées fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de Canaccord. La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux PCGR permettront une meilleure évaluation du rendement des activités de Canaccord et favoriseront une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Cependant, il existe une limite inhérente à l'utilisation de ces mesures non conformes aux PCGR. En effet, les incidences comptables des éléments importants selon les PCGR reflètent effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de Canaccord, et ces incidences ne doivent pas être négligées dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de Canaccord. Par conséquent, la direction estime que les mesures conformes aux PCGR du rendement financier de Canaccord et les mêmes mesures respectives non conformes aux PCGR doivent être parallèlement prises en compte.

Le capital de Canaccord est constitué des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et, par conséquent, la direction se sert du rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires («RCP») comme mesure du rendement.

Les actifs sous administration («ASA») et les actifs sous gestion («ASG») sont des mesures des biens des clients non conformes aux PCGR, mesures qui sont communes aux aspects de la gestion du patrimoine du secteur des Services aux particuliers. Les ASA représentent la valeur de marché des biens du client qui sont administrés par Canaccord et dont elle tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans des comptes clients de même que la valeur de marché globale de positions acheteurs et vendeurs sur titres. La méthode qu'emploie Canaccord pour calculer les ASA peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à celle d'autres sociétés. La direction utilise cette mesure pour évaluer le rendement opérationnel du secteur des Services aux particuliers. Les ASG comprennent tous les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de nos programmes appelés *Programme Alliance* et *Gestion privée des placements*. Les services fournis

comprennent la sélection des placements et les conseils en placement. Les ASG sont également administrés par Canaccord et sont inclus dans les ASA.

Les éléments des états financiers qui excluent les éléments importants sont des mesures non conformes aux PCGR. Les éléments importants comprennent l'ajustement à la juste valeur du PCAA, les frais additionnels des programmes de secours à l'intention des clients, l'ajustement à la juste valeur de PCAA acquis par la Société dans le cadre d'un programme de secours à l'intention des clients, la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels de CAI et d'Enermarket et les frais de restructuration.

Vue d'ensemble

Par l'entremise de ses principales filiales, Canaccord Capital Inc. (Bourse de Toronto et AIM : CCI), courtier en valeurs mobilières de plein exercice indépendant et de premier plan au Canada, mène des activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et aux États-Unis. Canaccord est cotée à la Bourse de Toronto et à l'AIM, branche de la Bourse de Londres. La Société exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : les Marchés des capitaux et les Services aux particuliers.

Les activités de Canaccord sont cycliques, et les produits et le bénéfice connaissent de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Nos activités sont touchées par la situation générale sur les marchés des actions nord-américains et européens, y compris les variations saisonnières.

Environnement d'affaires

Les effets de la crise mondiale du crédit ont continué de se faire sentir au cours du troisième trimestre de 2009, alors que les économies partout dans le monde ont continué de s'affaiblir et que les marchés des actions se sont détériorés. La chute brutale de l'économie américaine et les conditions de crédit désastreuses de son système financier ont entraîné un resserrement soudain de l'économie canadienne, entraînant des pertes d'emplois au Canada comme le démontre l'augmentation du taux de chômage, qui est passé de 6,6 % à 7,2 % entre décembre 2008 et janvier 2009. Les marchés financiers ont aussi été grandement touchés. L'indice S&P/TSX a perdu 23 % de sa valeur entre le 1^{er} octobre et le 31 décembre 2008.

De nombreuses mesures fiscales et monétaires sont en cours à l'échelle mondiale afin de redresser les économies en difficulté. En janvier 2009, la Banque du Canada a abaissé son taux d'intérêt directeur à 1,0 % et, en février 2009, la Banque d'Angleterre a abaissé son taux d'intérêt directeur à un creux historique de 1,0 %. En décembre 2008, le Federal Open Market Committee des États-Unis a établi une fourchette cible du taux des fonds fédéraux de 0,0 % à 0,25 %, réitérant cette décision lors de sa plus récente réunion. Les gouvernements des trois pays ont investi ou affecté des sommes importantes en vue de soutenir les institutions financières de plus en plus affaiblies, rehausser la disponibilité du crédit et stimuler la création d'emploi. En dépit de ces mesures, le Fonds monétaire international («FMI») prédit une baisse du PIB de 1,2 % au Canada, de 1,6 % aux États-Unis et de 2,8 % au Royaume-Uni en 2009.

Données sur le marché

La Bourse de Toronto, la Bourse de croissance TSX et le NASDAQ ont tous affiché des gains au chapitre des volumes de négociation au cours du T3/09 par rapport au T2/09, bien que les volumes de négociation aient légèrement fléchi dans le cas de l'AIM. Comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, la Bourse de Toronto a connu une augmentation importante de ses volumes de négociation, alors que les volumes de négociation de la Bourse de croissance TSX, du NASDAQ et de l'AIM ont reculé par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Les valeurs du financement ont varié, le NASDAQ et l'AIM accusant une baisse importante par rapport au trimestre précédent et à la période correspondante de l'exercice précédent, tandis que la Bourse de Toronto et la Bourse de croissance TSX ont affiché des hausses substantielles comparativement au T2/09. Cette hausse s'explique en grande partie par les nombreux placements d'actions des banques canadiennes en décembre, s'établissant à 5,6 milliards \$ sur un total de 13,8 milliards \$ pour le troisième trimestre.

Les valeurs du financement de la totalité des principaux secteurs d'activité de Canaccord à l'AIM, à la Bourse de Toronto et à la Bourse de croissance TSX ont été en baisse comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. La plupart des secteurs clés de l'AIM, de la Bourse de Toronto et de la Bourse de croissance TSX ont affiché un recul par rapport au trimestre précédent, bien que les valeurs du financement des secteurs des mines et des médias aient augmenté à l'AIM, et que le secteur du pétrole et du gaz ait connu une amélioration à la Bourse de Toronto et à la Bourse de croissance TSX.

Volumes de négociation par Bourse (en milliards d'actions)

	Oct. 2008	Nov. 2008	Déc. 2008	T3/09	Variation par rapport au T2/09	Variation par rapport au T3/08
Bourse de Toronto	12,2	10,4	10,5	33,1	28,8 %	34,0 %
Bourse de croissance TSX	3,7	3,0	4,0	10,7	33,8 %	(29,1)%
AIM	11,9	7,9	7,8	27,6	(7,4)%	(34,4)%
NASDAQ	27,3	18,3	16,5	62,1	7,6 %	(2,8)%

Source : Statistiques de la Bourse de Toronto, statistiques de l'AIM de la Bourse de Londres, Thomson One

Valeur totale du financement par Bourse

	Oct. 2008	Nov. 2008	Déc. 2008	T3/09	Variation par rapport au T2/09	Variation par rapport au T3/08
Bourse de Toronto et Bourse de croissance TSX (en milliards \$ CA)	0,5	2,7	10,6	13,8	155,6 %	(5,5)%
AIM (en milliards de livres sterling)	0,1	0,1	0,2	0,4	(55,6)%	(87,1)%
NASDAQ (en milliards \$ US)	0,5	1,8	1,1	3,4	(26,1)%	(85,5)%

Source : Statistiques de la Bourse de Toronto, statistiques de l'AIM de la Bourse de Londres, Equidesk

Valeur du financement dans les principaux secteurs d'activité à l'AIM

(en millions de livres sterling, sauf les pourcentages)	Oct. 2008	Nov. 2008	Déc. 2008	T3/09	Variation par rapport au T2/09	Variation par rapport au T3/08
Pétrole et gaz	14,5 £	6,0 £	3,1 £	23,6 £	(91,2)%	(93,2)%
Mines	35,9	4,2	96,6	136,7	63,7 %	(63,6)%
Pharmacologie et biotechnologie	0,9	0,5	1,2	2,6	(82,8)%	(94,0)%
Médias	0,8	2,4	0,6	3,8	90,0 %	(95,3)%
Technologie	11,2	1,8	0,1	13,1	(64,2)%	(85,6)%
Total (pour les principaux secteurs)	63,3 £	14,9 £	101,6 £	179,8 £	(55,7)%	(80,8)%

Source : Statistiques de l'AIM de la Bourse de Londres

Valeur du financement dans les principaux secteurs d'activité à la Bourse de Toronto et à la Bourse de croissance TSX

(en millions de livres sterling, sauf les pourcentages)	Oct. 2008	Nov. 2008	Déc. 2008	T3/09	Variation par rapport au T2/09	Variation par rapport au T3/08
Pétrole et gaz	43,5 \$	1 181,8 \$	295,0 \$	1 520,3 \$	44,1 %	(45,5)%
Mines	46,2	117,9	577,8	741,9	0,1 %	(84,0)%
Biotechnologie	4,2	—	—	4,2	(89,2)%	(97,3)%
Médias	—	—	—	—	(100,0)%	(100,0)%
Technologie	—	—	—	—	(100,0)%	(100,0)%
Total (pour les principaux secteurs)	93,9 \$	1 299,7 \$	872,8 \$	2 266,4 \$	23,0 %	(74,0)%

Source : FP Infomart

Activités de Canaccord

Les activités de Canaccord Capital Inc. sont divisées en deux secteurs d'affaires : Canaccord Adams (nos activités sur les marchés des capitaux) et le groupe Services aux particuliers. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de services de financement de sociétés complémentaires, de produits de placement et de services de courtage aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de Canaccord. Le secteur administratif de Canaccord est désigné sous le nom de Non sectoriel et autres.

Canaccord Adams

Canaccord Adams offre aux sociétés et aux institutions du marché intermédiaire partout dans le monde une plateforme intégrée pour la recherche sur les actions, les ventes, la négociation et le financement de sociétés, reposant sur des activités d'envergure au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni.

- Les analystes en recherche de Canaccord ont une connaissance approfondie de plus de 600 sociétés dans huit secteurs cibles : mines et métaux, énergie, technologie, sciences de la vie, produits de consommation, immobilier, croissance industrielle et développement durable.
- Notre bureau de vente et de négociation exécute des opérations pour le compte de plus de 1 500 clients institutionnels partout dans le monde et fonctionne comme une équipe intégrée sur une plateforme commune.
- Grâce à notre effectif de plus de 75 spécialistes en financement de sociétés, Canaccord Adams fait bénéficier ses clients de sa connaissance approfondie du secteur, de sa vaste expérience des opérations sur actions et de ses services-conseils en fusions et acquisitions.

Les produits de Canaccord Adams sont tirés des commissions et des honoraires gagnés dans le cadre du financement de sociétés, des ventes institutionnelles et des activités de négociation, ainsi que des gains et pertes de négociation provenant des activités de négociation à titre de contrepartiste et des activités internationales de négociation.

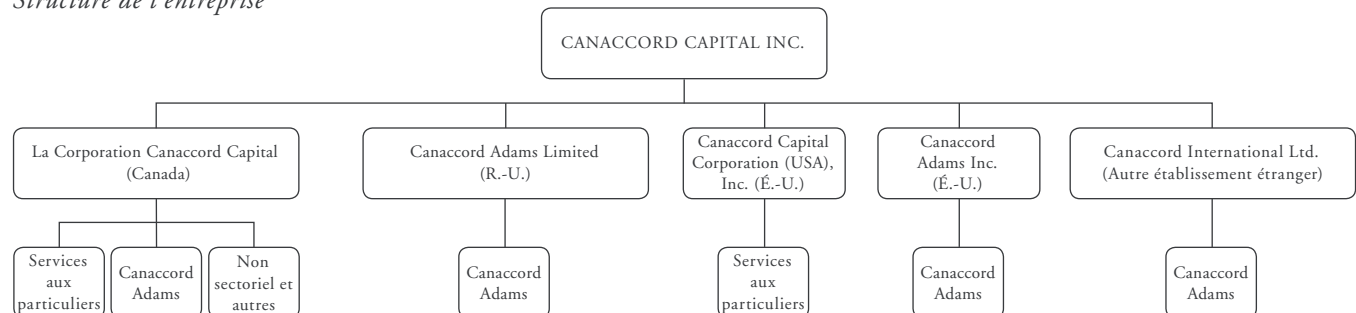
Services aux particuliers

Chef de file parmi les courtiers en valeurs indépendants, le groupe Services aux particuliers de Canaccord a assis sa réputation sur la qualité de ses idées de placement. Nous sommes conscients que la complexité croissante de la situation financière de nombreux clients nécessite les services d'équipes de conseillers chevronnés qui peuvent proposer des solutions et des idées qui répondent aux besoins de nos clients. Bon nombre de nos conseillers en placement ont reçu une formation pour l'obtention de titres professionnels liés au secteur, tels qu'analyste financier agréé ou directeur des placements agréé. Nous continuons d'offrir à nos conseillers des occasions de formation continue.

Les produits tirés des Services aux particuliers proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts liés aux clients et des honoraires et commissions gagnés par les équipes de conseillers en financement de sociétés et en opérations mettant en jeu du capital de risque de particuliers.

Non sectoriel et autres

Le secteur administratif, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les services de courtage de correspondance, les services bancaires et les autres intérêts, ainsi que les produits et les charges libellés en devises qui ne sont pas précisément attribuables à Canaccord Adams ou aux Services aux particuliers. Ce secteur comprend également les groupes de services d'exploitation et de soutien de Canaccord, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, de l'exploitation, des finances et de toutes les autres fonctions administratives.

Structure de l'entreprise**Résultats d'exploitation consolidés**

Sommaire des données du deuxième trimestre et du premier semestre de 2009¹

(en milliers de \$ CA, sauf les montants par action, le nombre d'employés et les pourcentages)	Trois mois terminés les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Neuf mois terminés les 31 décembre		Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent
	2008	2007		2008	2007	
Canaccord Capital Inc.						
Produits						
Commissions	51 473 \$	74 959 \$	(31,3)%	184 099 \$	226 462 \$	(18,7)%
Financement de sociétés	20 198	84 910	(76,2)%	130 369	287 266	(54,6)%
Négociation à titre de contrepartiste	3 781	387	négl.	9 779	3 275	198,6%
Intérêts	9 108	16 011	(43,1)%	33 171	48 594	(31,7)%
Divers	2 628	7 087	(62,9)%	13 307	22 496	(40,8)%
Total des produits	87 188	183 354	(52,4)%	370 725	588 093	(37,0)%
Charges						
Rémunération au rendement	43 299 \$	90 778 \$	(52,3)%	177 003 \$	283 600 \$	(37,6)%
Charges de personnel	12 817	12 658	1,3 %	42 455	39 576	7,3 %
Autres charges indirectes ²	52 418	51 381	2,0 %	154 060	154 203	0,0 %
Ajustement à la juste valeur du PCAA ³	6 700	4 226	(58,5)%	6 700	8 625	(22,3)%
Provision de secours ⁴	2 700	—	négl.	2 700	—	négl.
Ajustement à la juste valeur relatif au programme de secours de Canaccord ⁵	2 647	—	négl.	31 524	—	négl.
Dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels ⁶	31 524	—	négl.	2 647	—	négl.
Frais de restructuration ⁷	7 520	—	négl.	7 520	—	négl.
Total des charges	159 625	159 043	(0,4)%	424 609	486 004	(12,6)%
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	(72 437)\$	24 311 \$	(398,0)%	(53 884)\$	102 089 \$	(152,8)%
Bénéfice net (perte nette)	(62 378)	15 048	(514,5)%	(51 317)	66 488	(177,2)%
Résultat par action – dilué («RPA»)	(1,27)	0,31	(509,7)%	(1,05)	1,37	(176,6)%
Rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	(64,3)%	16,2 %	(80,5) p.p.	(18,0)%	23,3 %	(41,3) p.p.
Valeur comptable par action à la fin de la période	6,37	7,95	(19,9)%			
Nombre d'employés	1 570	1 676	(6,3)%			

1) Les données sont considérées comme des mesures conformes aux PCGR, sauf le RCP, la valeur comptable par action et le nombre d'employés.

2) Désigne les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement et les frais de développement. Comprend aussi une provision pour pertes sur crédit avant impôts de 5,5 millions \$ comptabilisée au T3/09, comme il est mentionné à la page 2 du présent rapport de gestion.

3) Désigne l'ajustement à la juste valeur du PCAA détenu par la Société.

4) Représente les charges additionnelles du secours à l'intention des clients lié au PCAA détenu par des clients admissibles.

5) A trait à l'ajustement à la juste valeur du PCAA acquis par la Société dans le cadre d'un programme de secours à l'intention des clients.

6) Lié à la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels de CAI et d'Enermarket.

7) Composé des frais de restructuration du personnel.

p.p. : point de pourcentage

négl. : négligeable

Données rajustées du troisième trimestre et depuis le début de l'exercice 2009

(en milliers \$ CA, sauf le RPA, en \$)	Trois mois terminés le 31 décembre 2008					Neuf mois terminés le 31 décembre 2008				
	Produits	Charges	Perte nette avant impôts	Perte nette action («RPA»)	Résultat par action	Produits	Charges	Perte nette avant impôts	Perte nette action («RPA»)	Résultat par action («RPA»)
Comme présenté dans les états financiers	87 188 \$	159 625 \$	(72 437)\$	(62 378)\$	(1,27)\$	370 725 \$	424 609 \$	(53 884)\$	(51 317)\$	(1,05)\$
Ajustement à la juste valeur du PCAA ¹	—	6 700	6 700	4 600	0,09	—	6 700	6 700	4 600	0,09
Provision de secours ²	—	2 700	2 700	1 854	0,04	—	2 700	2 700	1 854	0,04
Ajustement à la juste valeur relatif au programme de secours de Canaccord ³	—	2 647	2 647	1 817	0,03	—	2 647	2 647	1 817	0,03
Dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels ⁴	—	31 524	31 524	31 524	0,65	—	31 524	31 524	31 524	0,65
Frais de restructuration ⁵	—	7 520	7 520	6 341	0,13	—	7 520	7 520	6 341	0,13
Compte non tenu des éléments importants ⁶	87 188 \$	108 534 \$	(21 346)\$	(16 242)\$	(0,33)\$	370 725 \$	373 518 \$	(2 793)\$	(5 181)\$	(0,11)\$

1) Désigne l'ajustement à la juste valeur du PCAA détenu par la Société au troisième trimestre de 2009.

2) Représente les frais additionnels du secours à l'intention des clients relativement au PCAA détenu par des clients admissibles.

3) A trait à l'ajustement à la juste valeur du PCAA acquis par la Société dans le cadre d'un programme de secours à l'intention des clients.

4) A trait à la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels de CAI et d'Enermarket.

5) Composé des frais de restructuration du personnel.

6) Les éléments des états financiers qui excluent les éléments importants sont des mesures non conformes aux PCGR.

Répartition géographique des produits ¹

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Trois mois terminés les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Neuf mois terminés les 31 décembre		Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent
	2008	2007		2008	2007	
Canada	57 854 \$	125 102 \$	(53,8)%	247 482 \$	404 470 \$	(38,8)%
Royaume-Uni (43,1)%	11 752	34 644	(66,1)%	58 567	102 952	
États-Unis	16 586	23 135	(28,3)%	60 536	70 294	(13,9)%
Autre établissement étranger	996	473	110,6 %	4 140	10 377	(60,1)%
Total	87 188 \$	183 354 \$	(52,4)%	370 725 \$	588 093\$	(37,0)%

1) Pour obtenir une description de la répartition géographique des activités de Canaccord, se reporter à la section intitulée «Activités de Canaccord» à la page 9.

Comparaison du troisième trimestre de 2009 au troisième trimestre de 2008

Sur une base consolidée, les produits sont générés par cinq activités : les commissions et les honoraires liés aux activités de placement par compte et de gestion du patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et autres. Les produits pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2008 se sont élevés à 87,2 millions \$, une baisse de 96,2 millions \$ par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2009, les produits tirés des commissions se sont établis à 51,5 millions \$, une baisse de 31,3 % comparativement à la même période de l'exercice précédent, en grande partie en raison des conditions difficiles du marché au cours du trimestre. Les produits tirés du financement de sociétés ont été de 20,2 millions \$, un recul de 64,7 millions \$, principalement en raison du repli des activités de financement découlant de l'accentuation de la crainte des investisseurs sur les marchés comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste ont été de 3,8 millions \$ au cours du T3/09 comparativement à un total des produits de 0,4 million \$ au cours du T3/08. L'augmentation des produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste a découlé de certaines stratégies de négociation internes existantes visant à atténuer l'exposition au risque de notre portefeuille. Les intérêts créditeurs ont atteint 9,1 millions \$, soit une diminution de 43,1 % imputable surtout à la régression des taux d'intérêt et aux soldes débiteurs moins importants. Les autres produits ont reculé de 62,9 %, ou 4,5 millions \$, pour s'établir à 2,6 millions \$ comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison d'une réduction des gains de change.

Les produits du troisième trimestre de 2009 au Canada ont été de 57,9 millions \$, une diminution de 67,2 millions \$, ou 53,8 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les produits au Royaume-Uni ont aussi fléchi de 66,1 % par rapport à la même période de l'exercice précédent, pour s'établir à 11,8 millions \$. Aux États-Unis, les produits se sont fixés à 16,6 millions \$, soit une baisse de 28,3 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2008. Les produits tirés des activités de l'autre établissement étranger ont reculé de 0,5 million \$ par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. Dans l'ensemble, la réduction des produits dans tous les emplacements géographiques est principalement imputable à la crise du crédit qui a perduré sur les marchés mondiaux des actions au cours du troisième trimestre de l'exercice 2009.

Depuis le début de l'exercice 2009 par rapport à la période correspondante de 2008

Les produits pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2008 se sont élevés à 370,7 millions \$, une baisse de 37,0 %, ou 217,4 millions \$, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Les produits tirés des commissions ont reculé de 18,7 % pour s'établir à 184,1 millions \$ par rapport à l'exercice précédent, en grande partie en raison de l'effondrement du crédit ayant affaibli les marchés financiers. Les produits tirés du financement de sociétés ont totalisé 130,4 millions \$, représentant un recul de 54,6 %, principalement à cause du ralentissement des activités de financement sur les marchés des actions dans tous les emplacements géographiques où nous exerçons nos activités.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste ont été de 9,8 millions \$, en hausse de 6,5 millions \$ par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette augmentation des produits a découlé de certaines stratégies de négociation internes existantes visant à préserver un portefeuille comportant un niveau de risque moins élevé. Les intérêts créditeurs ont atteint 33,2 millions \$, soit une baisse de 31,7 % attribuable au recul des intérêts créditeurs liés aux clients. Les autres produits ont diminué de 9,2 millions \$, pour s'établir à 13,3 millions \$ depuis le début de l'exercice 2009, en raison de gains de change moins élevés.

Depuis le début de l'exercice, les produits au Canada se sont fixés à 247,5 millions \$, une diminution de 38,8 %, ou 157,0 millions \$, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Les produits du Royaume-Uni depuis le début de l'exercice 2009 ont totalisé 58,6 millions \$, soit un fléchissement de 43,1 %, ou 44,4 millions \$, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Les produits aux États-Unis se sont établis à 60,5 millions \$, soit un recul de 13,9 %, ou 9,8 millions \$, comparativement à la période correspondante de l'exercice 2008. Les produits tirés des activités de l'autre établissement étranger ont été de 4,1 millions \$ comparativement à 10,4 millions \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2007. Le recul global des produits de toutes les activités est attribuable à l'affaiblissement des marchés financiers à l'échelle mondiale au cours de l'exercice 2009.

Pourcentage des charges par rapport aux produits

<i>(en points de pourcentage)</i>	<i>Trois mois terminés les 31 décembre</i>		<i>Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent</i>	<i>Neuf mois terminés les 31 décembre</i>		<i>Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent</i>
	<i>2008</i>	<i>2007</i>		<i>2008</i>	<i>2007</i>	
Rémunération au rendement	49,7 %	49,5 %	0,2 p.p.	47,7 %	48,2 %	(0,5) p.p.
Charges de personnel	14,7 %	6,9 %	7,8 p.p.	11,5 %	6,8 %	4,7 p.p.
Autres charges indirectes ¹	60,1 %	28,0 %	32,1 p.p.	41,6 %	26,2 %	15,4 p.p.
Ajustement à la juste valeur du PCAA ²	7,7 %	2,3 %	5,4 p.p.	1,8 %	1,5 %	0,3 p.p.
Provision de secours ³	3,1 %	—	3,1 p.p.	0,7 %	—	0,7 p.p.
Ajustement à la juste valeur relatif au programme de secours de Canaccord ⁴	3,0 %	—	3,0 p.p.	0,7 %	—	0,7 p.p.
Dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels ⁵	36,2 %	—	36,2 p.p.	8,5 %	—	8,5 p.p.
Frais de restructuration ⁶	8,6 %	—	8,6 p.p.	2,0 %	—	2,0 p.p.
Total	183,1 %	86,7 %	96,4 p.p.	114,5 %	82,7 %	31,8 p.p.

1) Désigne les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement et les frais de développement. Comprend aussi une provision pour pertes sur crédit avant impôts de 5,5 millions \$ comme il est mentionné à la page 2 du présent rapport de gestion.

2) Désigne l'ajustement à la juste valeur du PCAA détenu par la Société.

3) Représente les frais additionnels du secours à l'intention des clients relatif au PCAA détenu par des clients admissibles.

4) A trait à l'ajustement à la juste valeur du PCAA acquis par la Société dans le cadre d'un programme de secours à l'intention des clients.

5) Lié à la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels de CAI et d'Enermarket.

6) Composé des frais de restructuration du personnel.

p.p. : point de pourcentage

Comparaison du troisième trimestre de 2009 au troisième trimestre de 2008

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2008, les charges ont atteint 159,6 millions \$, une légère augmentation de 0,4 %, ou 0,6 million \$, par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. La charge de rémunération au rendement a reculé de 52,3 %, ou 47,5 millions \$, par suite de la diminution de 52,4 % du total des produits. La charge de rémunération totale (rémunération au rendement et salaires) exprimée en pourcentage des produits consolidés du T3/09 a atteint 64,4 %, soit 8,0 points de pourcentage de plus que le pourcentage de 56,4 % du T3/08. Cette augmentation est imputable à la constance des charges de personnel jumelée à une baisse des produits.

Au cours du trimestre, les charges autres que de rémunération ont augmenté de 47,9 millions \$, ou 86,1 %, passant de 55,6 millions \$ au T3/08 à 103,5 millions \$ au T3/09. Cette augmentation découle principalement des éléments importants qui suivent : ajustement à la juste valeur du PCAA, frais additionnels liés au secours à l'intention des clients, ajustement à la juste valeur d'un programme de secours à l'intention des clients, dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels de CAI et d'Enermarket et frais de restructuration constatés au cours du trimestre considéré. L'ajustement additionnel à la juste valeur du PCAA de 6,7 millions \$ sans incidence sur la trésorerie avant impôts a été entraîné par une évaluation du PCAA détenu par la Société en fonction des conditions de marché en vigueur.

Une charge additionnelle de 5,3 millions \$ avant impôts a été comptabilisée pendant le trimestre considéré à l'égard des programmes de secours à l'intention des clients, portant le total des charges à 59,5 millions \$. La charge de la période considérée comprend un décaissement additionnel de 2,7 millions \$ et un ajustement à la juste valeur de 2,6 millions \$ à l'égard de PCAA acquis par la Société en vertu d'un programme de secours à l'intention des clients. Des renseignements supplémentaires à l'égard du programme de secours de Canaccord figurent à la rubrique «Papier commercial adossé à des actifs». La Société a comptabilisé une moins-value de 27,5 millions \$ sans incidence sur la trésorerie de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels de CAI, l'unité d'exploitation des marchés des capitaux aux États-Unis et qui a été durement touchée par la crise financière. Une dépréciation de 4,0 millions \$ de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels d'Enermarket a été comptabilisée pour refléter l'incidence de la détérioration des conditions de marché sur les perspectives de bénéfice d'Enermarket. Les frais de restructuration comprenaient un montant de 7,5 millions \$ avant impôts lié à la restructuration du personnel, soit un montant légèrement supérieur à celui prévu par la Société au moment de son annonce au trimestre précédent.

Depuis le début de l'exercice 2009 par rapport à la période correspondante de 2008

Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2008, les charges se sont fixées à 424,6 millions \$, une baisse globale de 61,4 millions \$, ou 12,6 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent. La charge de rémunération au rendement s'est établie à 177,0 millions \$, un recul de 37,6 %, par suite de la baisse de 37,0 % du total des produits. La charge de rémunération au rendement, exprimée en pourcentage du total des produits, s'est établie à 47,7 % comparativement à 48,2 % pour la période correspondante de l'exercice 2008.

Les charges de personnel se sont établies à 42,5 millions \$, soit une augmentation de 2,9 millions \$ depuis le début de l'exercice 2009 comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Le total de la charge de rémunération (rémunération au rendement et salaires), exprimé en pourcentage des produits consolidés, a été de 59,2 % pour l'exercice 2009, représentant une augmentation de 4,1 points de pourcentage comparativement à la période correspondante de l'exercice 2008. L'augmentation découle de la hausse de l'effectif au cours du premier semestre de l'exercice 2009 aux fins d'amélioration de nos activités et de nos services de soutien. Toutefois, le nombre d'employés a reculé au cours du T3/09 en raison de la restructuration de personnel annoncée en octobre 2008, ayant entraîné une diminution de 1,4 million \$ des charges de personnel entre le T2/09 et le T3/09.

L'ajustement à la juste valeur du PCAA, les frais additionnels du programme de secours à l'intention des clients, l'ajustement à la juste valeur de PCAA acquis par la Société dans le cadre d'un programme de secours à l'intention de clients, la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels de CAI et d'Enermarket et les frais de restructuration ont totalisé 51,1 millions \$ avant impôts, représentant 13,7 % du total des produits.

Autres charges indirectes

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Trois mois terminés les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Neuf mois terminés les 31 décembre		Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent
	2008	2007		2008	2007	
Frais de négociation	6 708 \$	7 054 \$	(4,9)%	19 746 \$	21 261 \$	(7,1)%
Locaux et matériel	6 549	5 781	13,3 %	18 291	16 775	9,0 %
Communications et technologie	6 277	5 611	11,9 %	18 979	17 163	10,6 %
Intérêts	2 568	6 574	(60,9)%	9 881	19 155	(48,4)%
Frais d'administration ¹	19 827	17 390	14,0 %	58 715	51 416	14,2%
Amortissement	2 751	2 197	25,2 %	6 865	6 320	8,6 %
Frais de développement	7 738	6 774	14,2 %	21 583	22 113	(2,4)%
Total des autres charges indirectes	52 418 \$	51 381 \$	2,0 %	154 060 \$	154 203 \$	0,0 %

¹⁾ Désigne les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement et les frais de développement. Comprend aussi une provision pour pertes sur crédit avant impôts de 4,5 millions \$ comme il est mentionné à la page 2 du présent rapport de gestion.

Comparaison du troisième trimestre de 2009 au troisième trimestre de 2008

Les autres charges indirectes ont progressé de 2,0 %, pour s'établir à 52,4 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2009 comparativement à la même période de l'exercice précédent. L'augmentation des frais d'administration et des frais liés aux communications et à la technologie sont responsables en partie de la hausse des autres charges indirectes. Les frais d'administration ont augmenté de 2,4 millions \$, surtout en raison de la constatation d'une provision pour pertes sur crédit avant impôts de 5,5 millions \$ comme il a été annoncé au T2/09. De cette provision de 5,5 millions \$, une tranche de 4,5 millions \$ est liée à nos activités au Canada, et une tranche de 1,0 million \$ a trait à nos activités au Royaume-Uni. La hausse de 0,7 million \$ des frais liés aux communications et à la technologie a principalement découlé des améliorations technologiques apportées au cours du trimestre. Cette hausse a été contrebalancée par un recul des intérêts débiteurs de 4,0 millions \$ en raison de la baisse des taux d'intérêt et des soldes créditeurs.

La perte nette du T3/09 s'est établie à 62,4 millions \$ comparativement à un bénéfice net de 15,0 millions \$ à l'exercice précédent. La perte par action (nombre dilué) a été de 1,27 \$ au T3/09, en regard d'un bénéfice par action (nombre dilué) de 0,31 \$ au T3/08. La baisse du RPA est imputable au recul du bénéfice net et à l'émission de 6 733 250 actions ordinaires dans le cadre du financement par actions en mai 2008. Pour le troisième trimestre de l'exercice 2009, le RCP a atteint (64,3) % comparativement à 16,2 % pour le même trimestre de l'exercice 2008. La valeur comptable par action (nombre dilué) pour le troisième trimestre de 2009 a diminué de 19,9 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2008, pour s'établir à 6,37 \$. Le recouvrement d'impôts sur les bénéfices a été de 10,1 millions \$ au T3/09.

En excluant les éléments importants, la perte nette a été de 16,2 millions \$ au T3/09, par rapport à un bénéfice net, de 17,8 millions \$ au T3/08. La perte par action (nombre dilué) a été de 0,33 \$ au T3/09 comparativement à un bénéfice par action (nombre dilué) de 0,36 \$ au T3/08 en excluant les éléments importants.

Depuis le début de l'exercice 2009 par rapport à la période correspondante de 2008

Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2008, les autres charges indirectes se sont établies à 154,1 millions \$, soit un montant conforme aux charges indirectes de la période précédente qui étaient de 154,2 millions \$. Les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie et les frais d'administration ont tous augmenté depuis le début de l'exercice 2009. Les frais liés aux locaux et au matériel ont grimpé de 1,5 million \$, ou 9,0 %, pour s'établir à 18,3 millions \$ depuis le début de l'exercice 2009, en partie en raison d'agrandissements des locaux au Canada au cours de la période considérée. L'augmentation a aussi découlé d'une charge locative moins importante qu'à l'habitude au Royaume-Uni au T3/08, entraînée par la contrepassation d'une charge locative à payer au cours de cette période. Les frais liés aux communications et à la technologie ont été de 19,0 millions \$, soit une hausse de 1,8 million \$, ou 10,6 %. La hausse est principalement imputable aux améliorations technologiques apportées au cours du trimestre. Les frais d'administration ont augmenté pour s'établir à 58,7 millions \$, en hausse de 7,3 millions \$ comparativement aux neuf premiers mois du T3/08. L'augmentation des frais d'administration depuis le début de l'exercice 2009 est principalement liée aux honoraires de consultation engagés dans le cadre de la mise à niveau de l'infrastructure interne ainsi qu'à la hausse de la provision pour pertes sur crédit annoncée en octobre 2008 en raison des conditions de marché en vigueur. Cette hausse a été contrebalancée par un recul des frais de déplacement et de promotion au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2009.

L'augmentation des charges indirectes a été contrebalancée par le recul des intérêts débiteurs, qui ont baissé de 48,4 %, ou 9,3 millions \$. La régression des intérêts débiteurs est imputable à une diminution des soldes créditeurs ainsi qu'aux taux d'intérêt moins élevés.

La perte nette depuis le début de l'exercice 2009 a été de 51,3 millions \$, en regard d'un bénéfice net pour la période correspondante de l'exercice précédent de 66,5 millions \$. La perte par action (nombre dilué) des neuf premiers mois de 2009 s'est établie à 1,05 \$ comparativement à un bénéfice par action (nombre dilué) de 1,37 \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2008. Cette baisse est imputable à un bénéfice net moins élevé découlant de l'incidence négative de l'effondrement du crédit sur les marchés mondiaux au cours de l'exercice 2009 ainsi que de l'émission d'actions comme il est mentionné plus haut. Le RCP a été de (18,0) % comparativement à 23,3 % à l'exercice précédent. La valeur comptable par action (nombre dilué) à la fin de la période s'est établie à 6,37 \$, en baisse de 19,9 % par rapport au T3/08.

En excluant les éléments importants, la perte nette a été de 5,2 millions \$ depuis le début de l'exercice 2009 comparativement à un bénéfice net de 72,2 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice 2008. Ce résultat a entraîné une perte par action (nombre dilué) de 0,11 \$ au T3/09, comparativement à un bénéfice par action (nombre dilué) de 1,48 \$ au T3/08.

Le recouvrement d'impôts sur les bénéfices s'est établi à 2,6 millions \$ depuis le début de l'exercice 2009, soit un recul de 38,2 millions \$. Cette variation a en grande partie découlé du recul du bénéfice. Depuis le début de l'exercice, le taux d'imposition effectif a été de 4,8 % comparativement à 34,9 % pour la même période de l'exercice précédent. La baisse du taux d'imposition effectif est en partie attribuable à certaines charges non déductibles aux fins fiscales, à des changements d'estimations de même qu'à une provision pour moins-value à l'égard de certains actifs d'impôts futurs.

Résultats d'exploitation

Canaccord Adams ¹

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Trois mois terminés les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Neuf mois terminés les 31 décembre		Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent
	2008	2007		2008	2007	
Canaccord Adams						
Produits	49 250 \$	109 583 \$	(55,1)%	212 379 \$	353 677 \$	(40,0)%
Charges						
Rémunération au rendement	28 857	57 933	(50,2)%	111 384	176 341	(36,8)%
Charges de personnel	3 413	3 275	4,2 %	11 555	10 488	10,2 %
Autres charges indirectes ²	26 027	25 140	3,5 %	83 528	78 850	5,9 %
Ajustement à la juste valeur du PCAA ³	—	1 101	négl.	—	2 247	négl.
Dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels ⁴	31 524	—	négl.	31 524	—	négl.
Frais de restructuration ⁵	5 949	—	négl.	5 949	—	négl.
Total des charges	95 770 \$	87 449 \$	9,5 %	243 940 \$	267 926 \$	(9,0)%
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices ⁶	(46 520)	22 134	(310,2)%	(31 561)	85 751	(136,8)%
Bénéfice (perte) avant éléments importants et impôts sur les bénéfices ⁷	(9 047)	23 235	(138,9)%	5 912	87 998	(93,3)%
Nombre d'employés	480	531	(9,6)%			

1) Les données sont jugées conformes aux PCGR à l'exception du nombre d'employés et du bénéfice avant éléments importants et impôts sur les bénéfices.

2) Comprend une tranche de 1,0 million \$ de la provision pour pertes sur crédit de 5,5 millions \$ avant impôts comme il est mentionné à la page 2 du présent rapport de gestion.

3) Désigne l'ajustement à la juste valeur du PCAA détenu par la Société.

4) Lié à la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels de CAI et d'Enermarket.

5) Composé des frais de restructuration du personnel.

6) Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices ne tient pas compte des charges indirectes attribuées qui sont comprises dans les charges du secteur Non sectoriel et autres.

7) Les éléments importants comprennent l'ajustement à la juste valeur du PCAA, la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels et les frais de restructuration.

négl. : négligeable

Les produits de Canaccord Adams sont tirés des commissions et des honoraires gagnés dans le cadre du financement de sociétés, des ventes institutionnelles et des activités de négociation ainsi que des gains et pertes de négociation provenant des activités de négociation à titre de contrepartiste et des activités internationales de négociation de Canaccord.

Comparaison du troisième trimestre de 2009 au troisième trimestre de 2008

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2009, le total des produits de Canaccord Adams s'est établi à 49,3 millions \$, soit une baisse de 60,3 millions \$ par rapport au même trimestre de l'exercice précédent en raison des conditions difficiles de marché comme il est décrit à la rubrique «Environnement d'affaires» à la page 7.

Produits tirés des activités au Canada

En raison de la conjoncture, nos activités au Canada ont généré des produits de 20,4 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2009, un recul de 60,8 % par rapport à l'exercice précédent. Les produits de Canaccord Adams au Canada proviennent des sources qui suivent : marchés des capitaux, opérations internationales, négociateurs inscrits et revenu fixe. Le recul des produits est principalement imputable au fléchissement des produits tirés des marchés des capitaux de 30,3 millions \$. Les produits tirés des opérations internationales ont diminué de 0,9 million \$, et ceux tirés des activités de négociateur inscrit ont augmenté de 0,6 million \$. Le fléchissement des produits tirés des marchés des capitaux a été conforme à la régression importante des activités de financement et aux conditions difficiles des marchés canadiens des actions. Les produits tirés des activités au Canada ont représenté 41,5 % du total des produits de Canaccord Adams.

Produits tirés des activités au Royaume-Uni

Les produits tirés de nos activités au Royaume-Uni ont totalisé 11,8 millions \$, soit une baisse de 66,1 % par rapport à la même période de l'exercice précédent en raison d'un ralentissement général du marché. Les produits tirés des activités au Royaume-Uni ont représenté 23,9 % du total des produits de Canaccord Adams.

Produits tirés des activités aux États-Unis

Aux États-Unis, les produits se sont établis à 16,1 millions \$, en baisse de 28,2 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Ces produits constituent 32,6 % du total des produits de Canaccord Adams. Cette régression est imputable à la crise financière qui a touché les marchés des actions de manière importante au troisième trimestre de l'exercice 2009.

Produits tirés des activités de l'autre établissement étranger

Les produits tirés des activités de l'autre établissement étranger se sont élevés à 1,0 million \$, contre 0,5 million \$ au troisième trimestre de 2008. Pour tout trimestre, les produits de cette région ne représentent qu'un petit nombre d'opérations et sont, par conséquent, très irréguliers. Les produits tirés des activités de l'autre établissement étranger constituent 2,0 % du total des produits de Canaccord Adams.

Charges

Les charges du troisième trimestre de l'exercice 2009 se sont élevées à 95,8 millions \$, en hausse de 8,3 millions \$ par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le principal élément ayant contribué à l'augmentation a été la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels de 31,5 millions \$, dont une tranche de 27,5 millions \$ liée à CAI et une tranche de 4,0 millions \$ liée à Enermarket. Les perspectives en matière de produits des deux filiales ont subi une incidence négative importante en raison de la crise du crédit au cours du trimestre. La Société a aussi comptabilisé une charge avant impôts de 5,9 millions \$ pour Canaccord Adams à l'égard des frais de restructuration du personnel comparativement à la charge consolidée de 7,5 millions \$.

Cette augmentation a été contrebalancée par le recul de 50,2 %, ou 29,1 millions \$, de la charge de rémunération au rendement pour le trimestre, par suite de la baisse de 55,1 % des produits au cours du trimestre. Les charges de personnel du T3/09 sont demeurées stables à 3,4 millions \$, comparativement à 3,3 millions \$ au T3/08. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits du trimestre a atteint 65,5 % pour le trimestre, représentant 9,6 points de pourcentage de plus par rapport au T3/08, principalement en raison de l'importante baisse des produits jumelée à la constance des charges de personnel.

La perte avant impôts sur les bénéficiaires et imputations de charges indirectes de la Société pour le T3/09 a été de 46,5 millions \$, par rapport à un bénéfice net avant impôts sur les bénéficiaires et imputations de charges indirectes pour le T3/08 de 22,1 millions \$. En excluant les éléments importants, la perte avant impôts sur les bénéficiaires et imputations de charges indirectes de la Société pour le T3/09 s'est établie à 9,0 millions \$.

Depuis le début de l'exercice 2009 par rapport à la période correspondante de 2008

Les produits de Canaccord Adams pour les neuf premiers mois de l'exercice 2009 ont été de 212,4 millions \$, soit une chute de 141,3 millions \$ par rapport à la même période de l'exercice précédent entraînée par la détérioration des marchés des capitaux dans tous les secteurs géographiques où nous exerçons nos activités.

Produits tirés des activités au Canada

Au Canada, les produits se sont établis à 91,6 millions \$, en baisse de 47,0 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Au Canada, une tranche de 70,5 millions \$ des produits était liée aux activités de financement de sociétés et aux titres de participation, alors qu'une tranche de 21,1 millions \$ était liée aux opérations internationales, aux activités de négociateur inscrit et aux titres à revenu fixe. Le recul des produits tirés des activités au Canada est en grande partie imputable à la faiblesse des marchés des capitaux, tant au Canada qu'à l'échelle mondiale. Dans l'ensemble, nos produits au Canada ont représenté 43,1 % du total des produits de Canaccord Adams.

Produits tirés des activités au Royaume-Uni

Les produits tirés de nos activités au Royaume-Uni ont été de 58,6 millions \$, en baisse de 44,4 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison du ralentissement général des conditions de marché. Les produits tirés des activités au Royaume-Uni ont représenté 27,6 % du total des produits de Canaccord Adams.

Produits tirés des activités aux États-Unis

Au États-Unis, les produits ont atteint 58,1 millions \$, une diminution de 9,4 millions \$, ou 13,9 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent. La diminution est imputable au déclin des marchés et à une conjoncture de récession aux États-Unis. Les produits tirés des activités aux États-Unis ont représenté 27,4 % du total des produits de Canaccord Adams.

Produits tirés des activités de l'autre établissement étranger

Les produits tirés des activités de l'autre établissement étranger se sont établis à 4,1 millions \$, en baisse de 6,2 millions \$ comparativement au T3/08. Les produits tirés des activités de l'autre établissement étranger ont représenté 1,9 % du total des produits de Canaccord Adams. Les produits de cette région ne représentent qu'un petit nombre d'opérations et sont, par conséquent, très irréguliers.

Charges

Les charges des neuf premiers mois de l'exercice 2009 se sont établies à 243,9 millions \$, en baisse de 24,0 millions \$. La rémunération au rendement s'est établie à 111,4 millions \$, soit une diminution de 65,0 millions \$, ou 36,8 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette diminution découle de la baisse de 40,0 % du total des produits au cours des neuf premiers mois de l'exercice.

Depuis le début de l'exercice 2009, les charges de personnel ont augmenté de 1,1 million \$ par rapport à l'exercice précédent. De plus, le total de la charge de rémunération, exprimée en pourcentage des produits, a aussi grimpé de 5,1 points de pourcentage, pour s'établir à 57,9 %. Cette augmentation a découlé de la croissance du nombre d'employés au cours du premier semestre de l'exercice 2009. Toutefois, au T3/09, les charges de personnel ont reculé de 0,5 million \$ comparativement au T2/09 en raison de la restructuration de personnel annoncée en octobre 2008.

Depuis le début de l'exercice 2009, les frais d'administration ont augmenté de 4,1 millions \$, pour s'établir à 33,2 millions \$. Les frais d'administration se sont accrues en raison d'honoraires de consultation engagés dans le cadre de la mise à niveau de notre infrastructure interne, de même que d'une hausse des charges se rapportant aux réserves. Les frais liés aux communications et à la technologie ont aussi augmenté d'environ 1,3 million \$, principalement en raison des améliorations technologiques apportées au cours du trimestre. Cette augmentation a été en partie contrebalancée par la baisse des frais de déplacement et de promotion.

La perte avant impôts sur les bénéfices et imputations de charges indirectes de la Société pour la période a été de 31,6 millions \$, une baisse de 117,3 millions \$ par rapport à la même période de l'exercice précédent. En excluant les éléments importants, le bénéfice net avant impôts sur les bénéfices et imputations de charges indirectes de la Société pour les neuf premiers mois de l'exercice 2009 s'est établi à 5,9 millions \$.

Services aux particuliers ¹

(en milliers \$ CA, sauf les ASG et les ASA, qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés et d'équipes de conseillers en placement et les pourcentages)	Trois mois terminés les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Neuf mois terminés les 31 décembre		Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent
	2008	2007		2008	2007	
Produits	33 532 \$	61 166 \$	(45,2)%	135 229 \$	194 664 \$	(30,5)%
Charges						
Rémunération au rendement	14 195	28 443	(50,1)%	61 261	91 474	(33,0)%
Charges de personnel	3 057	3 272	(6,6)%	10 315	10 831	(4,8)%
Autres charges indirectes ²	17 437	16 417	6,2 %	43 707	47 014	(7,0)%
Provision de secours ³	2 700	—	négl.	2 700	—	négl.
Ajustement à la juste valeur relatif au programme de secours de Canaccord ⁴	2 647	—	négl.	2 647	—	négl.
Frais de restructuration ⁵	180	—	négl.	180	—	négl.
Total des charges	40 216 \$	48 132 \$	(16,4)%	120 810 \$	149 319 \$	(19,1)%
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices ⁶	(6 684)	13 034	(151,3)%	14 419	45 345	(68,2)%
Bénéfice (perte) avant éléments importants et impôts sur les bénéfices ⁷	(1 157)	13 034	(108,9)%	19 946	45 345	(56,0)%
Actifs sous gestion	454	760	(40,3)%			
Actifs sous administration	9 030	14 860	(39,2)%			
Nombre d'équipes de conseillers en placement	347	377	(8,0)%			
Nombre d'employés	725	772	(6,1)%			

1) Les données sont jugées conformes aux PCGR à l'exception du nombre d'équipes de conseillers en placement et d'employés et du bénéfice (de la perte) avant éléments importants et impôts sur les bénéfices.

2) Comprend une tranche de 4,5 millions \$ de la provision pour pertes sur crédit de 5,5 millions \$ avant impôts comme il est mentionné à la page 2 du présent rapport de gestion.

3) Représente les frais additionnels du secours à l'intention des clients relatif au PCAA détenu par des clients admissibles.

4) A trait à l'ajustement à la juste valeur du PCAA acquis par la Société dans le cadre d'un programme de secours à l'intention de clients.

5) Composé des frais de restructuration du personnel.

6) Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices ne tient pas compte des autres charges indirectes qui sont comprises dans les charges du secteur Non sectoriel et autres.

7) Les éléments importants comprennent les frais additionnels du secours à l'intention des clients, l'ajustement à la juste valeur du PCAA acquis par la Société dans le cadre d'un programme de secours à l'intention des clients et les frais de restructuration.

négl. : négligeable

Les produits tirés des Services aux particuliers proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts liés aux clients et des honoraires et commissions gagnés par les équipes de conseillers en financement de sociétés et en opérations mettant en jeu du capital de risque de particuliers.

Comparaison du troisième trimestre de 2009 au troisième trimestre de 2008

Les produits tirés des Services aux particuliers se sont établis à 33,5 millions \$, soit une baisse de 27,6 millions \$, principalement en raison de la dégradation des conditions de marché en Amérique du Nord au cours du trimestre. Les ASA ont reculé de 5,8 milliards \$ pour s'établir à 9,0 milliards \$. Les ASG ont reculé de 40,3 % sur un an, s'établissant à 454 millions \$. Le recul des ASA et des ASG a découlé de la diminution de la valeur de marché des actifs imputable au ralentissement des marchés à l'échelle mondiale au cours du T3/09. À la fin du troisième trimestre de l'exercice 2009, l'effectif comptait 347 équipes de conseillers, soit 30 de moins par rapport à 377 au troisième trimestre de l'exercice précédent. Les produits tirés des honoraires exprimés en pourcentage du total des produits tirés des Services aux particuliers ont augmenté de 3,1 points de pourcentage, pour s'établir à 18,4 % par rapport à la même période de l'exercice précédent, en raison de la stabilité des produits tirés des honoraires comparativement aux périodes précédentes. Par contre, les autres produits tirés des Services aux particuliers ont reculé.

Les charges du T3/09 ont été de 40,2 millions \$, en baisse de 7,9 millions \$, ou 16,4 %. Le recul de la rémunération au rendement de 14,2 millions \$, ou 50,1 %, a été le principal facteur de la baisse du total des charges au cours du trimestre. Le recul de la rémunération au rendement tient à la diminution de 45,2 % du total des produits. Pour le trimestre, le total de la charge de rémunération, exprimée en pourcentage des produits, s'est établi à 51,4 %, soit une décre de 0,5 point de pourcentage en regard de 51,9 % pour la même période de l'exercice précédent.

La baisse la plus importante des charges autres que de rémunération est imputable aux intérêts débiteurs, qui ont glissé de 66,9 %, ou de 3,5 millions \$, en raison des taux d'intérêt moins élevés et de la diminution des soldes des comptes clients pour l'exercice considéré par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse a été contrebalancée par une augmentation des frais d'administration de 4,2 millions \$. Les frais d'administration ont grimpé au cours du T3/09, pour s'établir à 7,8 millions \$, principalement en raison de la constatation d'une provision pour pertes sur crédit avant impôts de 4,5 millions \$ à l'égard des soldes non garantis découlant de la dégradation des marchés financiers.

Une imputation additionnelle de 5,3 millions \$ avant impôts a été aussi été comptabilisée par la Société pendant le trimestre considéré à l'égard des programmes de secours à l'intention des clients, portant le total à 59,5 millions \$ au 31 décembre 2008. La charge de la période considérée comprend un décaissement additionnel de 2,7 millions \$ et un ajustement à la juste valeur de 2,6 millions \$ du PCAA acquis par la Société dans le cadre d'un programme de secours à l'intention des clients. Le programme de secours de Canaccord a été annoncé en avril 2008 et prévoit le rachat de billets PCAA restructurés pouvant atteindre 138 millions \$ à la valeur nominale auprès de clients admissibles. Des renseignements supplémentaires figurent à la rubrique «Papier commercial adossé à des actifs» du présent rapport de gestion.

La perte avant impôts sur les bénéfiques et imputations de charges indirectes de la Société pour le trimestre a été de 6,7 millions \$, soit 151,3 % ou 19,7 millions \$ de moins comparativement à la même période de l'exercice précédent. En excluant les éléments importants, la perte avant impôts sur les bénéfiques et imputations de charges indirectes de la Société s'est établie à 1,2 million \$.

Depuis le début de l'exercice 2009 par rapport à la période correspondante de 2008

Les produits tirés des Services aux particuliers se sont établis à 135,2 millions \$, soit une régression de 59,4 millions \$ attribuable surtout à la dégradation des conditions de marché en Amérique du Nord au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2009. Les produits tirés des honoraires exprimés en pourcentage du total des produits tirés des Services aux particuliers ont été de 17,6 % pour les neuf premiers mois de 2009 et 2008.

Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2008, les charges se sont établies à 120,8 millions \$, en baisse de 28,5 millions \$, ou 19,1 %, essentiellement en raison du recul de la rémunération au rendement de 30,2 millions \$ et de celui des intérêts débiteurs de 8,7 millions \$. La rémunération au rendement a diminué de 33,0 %, par suite de la régression de 30,5 % du total des produits. Les intérêts débiteurs ont reculé en raison du fléchissement des taux d'intérêt et des soldes des comptes clients au cours de l'exercice considéré par rapport à l'exercice précédent. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2009, le total de la charge de rémunération, exprimée en pourcentage des produits, s'est établi à 52,9 %, soit au même niveau que celui de la même période de l'exercice précédent. Les frais de négociation ont aussi diminué de 1,6 million \$, ou 22,9 %, en raison de la baisse des activités de négociation.

Ces diminutions ont été contrebalancées par une augmentation des frais d'administration de 5,8 millions \$, ou 63,9 %, découlant principalement d'une hausse de la provision pour pertes sur crédit. Comme il est mentionné plus haut, cette charge a été constatée à titre de provision à l'égard des soldes non garantis des comptes clients attribuables à la conjoncture. La Société a aussi comptabilisé une imputation de 5,3 millions \$ à l'égard du secours à l'intention des clients, comme il est mentionné plus haut.

Le bénéfice avant impôts sur les bénéfiques et imputations de charges indirectes de la Société depuis le début de l'exercice 2009 s'est établi à 14,4 millions \$, en baisse de 68,2 %, ou 30,9 millions \$, par rapport à la même période de l'exercice précédent. En excluant les éléments importants, le bénéfice net avant impôts sur les bénéfiques et imputations de charges indirectes de la Société s'est élevé à 19,9 millions \$.

Non sectoriel et autres ¹

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Trois mois terminés les 31 décembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Neuf mois terminés les 31 décembre		Variation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent
	2008	2007		2008	2007	
Produits	4 406 \$	12 605 \$	(65,0)%	23 117 \$	39 752 \$	(41,8)%
Charges						
Rémunération au rendement	247	4 402	(94,4)%	4 358	15 785	(72,4)%
Charges de personnel	6 347	6 111	3,9 %	20 585	18 257	12,8 %
Autres charges indirectes	8 954	9 824	(8,9)%	26 825	28 339	(5,3)%
Ajustement à la juste valeur du PCAA ²	6 700	3 125	(114,4)%	6 700	6 378	(5,0)%
Frais de restructuration ³	1 391	—	négl.	1 391	—	négl.
Total des charges	23 639 \$	23 462 \$	(0,8)%	59 859 \$	68 759 \$	(12,9)%
Perte avant impôts sur les bénéfices	(19 233)	(10 857)	(77,1)%	(36 742)	(29 007)	(26,7)%
Perte avant éléments importants et impôts sur les bénéfices ⁴	(11 142)	(7 732)	(44,1)%	(28 651)	(22 629)	(26,6)%
Nombre d'employés	365	373	(2,1)%			

1) Les données sont jugées conformes aux PCGR à l'exception du nombre d'employés et de la perte avant éléments importants et impôts sur les bénéfices.

2) Désigne l'ajustement à la juste valeur du PCAA détenu par la Société.

3) Composé des frais de restructuration du personnel.

4) Les éléments importants comprennent l'ajustement à la juste valeur du PCAA, la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels et les frais de restructuration. négl. : négligeable

Le secteur administratif de Canaccord, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les services de courtage de correspondance, les services bancaires et autres intérêts, ainsi que les produits et les charges libellés en devises qui ne sont pas précisément attribuables à Canaccord Adams ou aux Services aux particuliers. Ce secteur comprend également les groupes de services d'exploitation et de soutien de Canaccord, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, de l'exploitation, des finances et de toutes les autres fonctions administratives.

Comparaison du troisième trimestre de 2009 au troisième trimestre de 2008

Les produits pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2008 se sont élevés à 4,4 millions \$, en baisse de 8,2 millions \$ par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. Cette variation est surtout liée à la diminution des gains de change par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les gains de change ont reculé de 5,8 millions \$, ou 187,3 %, au cours du trimestre, se traduisant par une perte de change de 2,7 millions \$. Les intérêts créditeurs ont aussi reculé de 2,7 millions \$, ou 39,0 %, comparativement à la même période de l'exercice précédent, en raison de taux d'intérêt moins élevés.

Les charges du troisième trimestre de l'exercice 2009 se sont établies à 23,6 millions \$, une diminution de 0,8 %. La rémunération au rendement a aussi reculé de 4,2 millions \$ en raison d'une rentabilité moindre du groupe consolidé de sociétés. Ce recul a été en partie contrebalancé par une imputation de 1,4 million \$ liée aux frais de restructuration à l'égard de la restructuration de personnel à l'échelle de la Société annoncée en octobre 2008, en partie contrebalancée par un ajustement à la juste valeur du PCAA de 6,7 millions \$.

La perte avant impôts sur les bénéfices a été de 19,2 millions \$ au T3/09, comparativement à une perte nette de 10,9 millions \$ au T3/08. En excluant les éléments importants, la perte nette avant impôts sur les bénéfices s'est établie à 11,1 millions \$.

Depuis le début de l'exercice 2009 par rapport à la période correspondante de 2008

Les produits ont atteint 23,1 millions \$, soit une diminution de 16,6 millions \$ par rapport à la même période de l'exercice précédent, pour les mêmes raisons que celles mentionnées plus haut.

Depuis le début de l'exercice 2009, les charges se sont établies à 59,9 millions \$, en baisse de 8,9 millions \$. Cette baisse est surtout attribuable à une diminution de la charge de rémunération au rendement de 11,4 millions \$, ou 72,4 %, pour les mêmes raisons que celles mentionnées plus haut. Elle a été contrebalancée par une augmentation de 1,4 million \$ des frais de restructuration liés à la restructuration du personnel à l'échelle de la Société annoncée en octobre 2008, et à un ajustement à la juste valeur du PCAA de 6,7 millions \$.

La perte avant impôts sur les bénéfices s'est établie à 36,7 millions \$, comparativement à 29,0 millions \$ pour la même période de l'exercice précédent. En excluant les éléments importants, la perte nette avant impôts sur les bénéfices s'est élevée à 28,7 millions \$.

Situation financière

Certains postes du bilan ont enregistré les variations suivantes :

Actif

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont atteint 684,5 millions \$ le 31 décembre 2008, contre 435,6 millions \$ au 31 mars 2008. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique «Situation de trésorerie et sources de financement».

La valeur des titres détenus a atteint 72,9 millions \$ en comparaison de 92,8 millions \$ au 31 mars 2008. La baisse est principalement liée à la baisse des financements consentis en date du 31 décembre 2008 de même qu'à la diminution de la valeur de marché des titres.

Les débiteurs ont totalisé 0,8 milliard \$ le 31 décembre 2008 contre 1,4 milliard \$ au 31 mars 2008. Ce glissement est principalement lié au recul des soldes à recevoir de clients, de courtiers en valeurs mobilières et d'agents.

Les autres actifs ont totalisé 115,9 millions \$ au 31 décembre 2008 comparativement à 147,4 millions \$ au 31 mars 2008. La baisse a principalement découlé de la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels de CAI et d'Enermarket et de l'ajustement à la juste valeur du PCAA, contrebalancés par une augmentation du matériel et des améliorations locatives.

Passif

Les découverts bancaires et les emprunts remboursables à vue utilisés par Canaccord peuvent varier considérablement d'un jour à l'autre, puisqu'ils sont directement liés aux opérations sur titres. Le 31 décembre 2008, la dette bancaire de la Société s'établissait à 39,0 millions \$, en comparaison de 15,0 millions \$ le 31 mars 2008.

Les créiteurs ont totalisé 1,2 milliard \$, contre 1,7 milliard \$ au 31 mars 2008, soit une baisse de 0,5 milliard \$, découlant surtout d'un recul des soldes à payer à des clients, à des courtiers en valeurs mobilières et à des agents.

Les autres passifs ont atteint 87,1 millions \$ au 31 décembre 2008, comparativement à 38,8 millions \$ au 31 mars 2008. La variation tient surtout à la hausse des titres de sociétés et de gouvernements vendus à découvert en date du 31 décembre 2008.

Arrangements hors bilan

Au 31 décembre 2008, Canaccord disposait de facilités de crédit auprès de banques au Canada, au Royaume-Uni et aux États-Unis pour un total de 491,8 millions \$. Ces facilités de crédit, consistant en prêts remboursables à vue, en lettres de crédit et en facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés ou des titres détenus par la Société. Une filiale de la Société a obtenu des lettres de crédit de soutien irrévocables auprès d'une institution financière totalisant 2,8 millions \$ (2,3 millions \$ US) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à Boston, à New York et à San Francisco. En date du 31 décembre 2008, il n'y avait aucun solde sur ces lettres de crédit de soutien.

Dans le cadre du programme de secours de Canaccord, la Société a obtenu deux lettres de crédit en avril 2008 afin de faciliter le financement du programme de secours. Le 30 janvier 2009, le programme de secours de Canaccord a été conclu avec succès, sans prélèvement sur les deux lettres de crédit. Par conséquent, ces lettres ont par la suite été annulées.

Situation de trésorerie et sources de financement

La structure de capital de Canaccord englobe le capital social, les bénéfices non répartis et le cumul des autres éléments du résultat étendu. La trésorerie et les équivalents de trésorerie, déduction faite des emprunts remboursables à vue, ont connu une hausse de 224,8 millions \$, pour passer de 420,6 millions \$ au 31 mars 2008 à 645,4 millions \$ au 31 décembre 2008. Au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2008, les activités de financement ont généré des fonds de 1,9 million \$, principalement en raison d'une baisse des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits n'étaient pas acquis. Les activités d'investissement ont enregistré des sorties de fonds d'un montant de 5,3 millions \$ pour l'acquisition de matériel et pour les améliorations locatives. Les activités d'exploitation ont généré des fonds d'un montant de 130,9 millions \$ pour le trimestre en raison de la variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement, de la perte nette et des éléments sans incidence sur la trésorerie.

Les activités de Canaccord nécessitent des capitaux aux fins de l'exploitation et de la réglementation. La majeure partie des actifs à court terme figurant au bilan de Canaccord sont très liquides. La plupart des positions dans des titres détenus sont facilement négociables, et sont comptabilisées à leur valeur de marché. La valeur de marché de ces titres fluctue chaque jour, car des facteurs comme des changements dans les conditions de marché, la conjoncture économique et les perspectives pour les investisseurs influent sur les prix du marché. Les soldes débiteurs sont garantis par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les soldes à recevoir des courtiers et des agents et à payer à ceux-ci ont trait à : des opérations ouvertes à court terme, qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de trois jours, des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre d'opérations qui peuvent être conclues sur demande en quelques jours, et des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés aux comptes clients.

Canaccord s'engage à verser des loyers minimums pour des locaux et du matériel au cours des cinq prochains exercices et par la suite. Le tableau ci-après présente le sommaire des montants approximatifs des obligations contractuelles à long terme consolidées de Canaccord au 31 décembre 2008.

(en milliers de \$ CA)	Obligations contractuelles, paiements dus par période				Par la suite
	Total	Exercice 2010	Exercices 2011 – 2012	Exercices 2013 – 2014	
Contrats de location-exploitation relatifs aux locaux et au matériel	160 457 \$	26 928 \$	42 387 \$	34 246 \$	56 896 \$

Données sur les actions en circulation

	Actions en circulation aux 31 décembre	
	2008	2007
Actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis ¹	49 108 237	44 191 145
Nombre d'actions émises et en circulation ²	54 636 139	47 835 051
Nombre dilué d'actions ³	56 218 193	49 095 816
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	48 656 116	44 670 881
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué ⁴	54 329 767	48 420 575

1) Exclut 2 810 989 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste et 2 716 913 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par la fiducie pour les avantages sociaux des employés dans le cadre du RILT.

2) Comprend 2 810 989 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste et 2 716 913 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par la fiducie pour les avantages sociaux des employés dans le cadre du RILT.

3) Comprend des actions gagnées potentiellement dilutives dans le cadre de nos régimes de rémunération à base d'actions.

4) S'entend du nombre dilué d'actions utilisé pour calculer le RPA (nombre dilué).

Au 31 décembre 2008, Canaccord avait 54 636 139 actions ordinaires émises et en circulation, soit 6 801 088 actions ordinaires de plus qu'au 31 décembre 2007, en raison de l'incidence, montant net, de l'émission d'actions dans le cadre du financement par actions de mai 2008, ainsi que dans le cadre du régime de rémunération à base d'actions et de l'annulation d'actions.

Le 2 mai 2008, la Société a conclu un financement entièrement souscrit de 5 855 000 actions ordinaires à un prix de 10,25 \$ l'action pour un produit brut de 60,0 millions \$. Le 22 mai 2008, les preneurs fermes ont exercé une option pour attribution excédentaire dans le cadre du financement en vue de l'achat d'un nombre additionnel de 878 250 actions ordinaires à un prix de 10,25 \$ l'action pour un produit brut de 9,0 millions \$. Le produit net du placement est affecté à la prospection et aux fins générales de l'entreprise.

Régimes de rémunération à base d'actions

Adams Harkness

Le 3 janvier 2006, Canaccord a réalisé l'acquisition d'Adams Harkness (qui porte désormais le nom de Canaccord Adams Inc.), une entreprise fermée de courtage de valeurs institutionnelles, dont le siège social est à Boston, au Massachusetts, et un programme de maintien en poste a été établi. Ce programme de maintien en poste prévoyait l'émission d'un maximum de 1 118 952 actions ordinaires à l'issue d'une période d'acquisition des droits de trois ans, qui a pris fin le 31 décembre 2008. En date du 31 décembre 2008, les droits de 616 205 actions ont été acquis, et ce nombre était fondé sur les produits d'exploitation gagnés par Canaccord Adams Inc. au cours de la période d'acquisition des droits. Le paiement lié au maintien en poste a été comptabilisé progressivement dans les frais de développement à mesure que les niveaux de produits ouvrant droit aux actions ont été atteints au cours de la période d'acquisition des droits, et le nombre correspondant d'actions de maintien en poste a été inclus dans le nombre dilué moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation.

Le 15 décembre 2008, la Société a émis 53 384 actions ordinaires à d'anciens employés d'Adams Harkness comme prévu par le programme de maintien en poste au moment de l'acquisition des droits. Les actions ordinaires ont été émises au prix de 10,25 \$ l'action pour une valeur totalisant 547 186 \$.

En février 2009, la Société a émis 616 205 actions ordinaires aux employés qui avaient reçu des attributions en vertu du plan, et le plan a pris fin le 31 décembre 2008.

Options sur actions

La Société a attribué des options sur actions ordinaires de la Société à des administrateurs indépendants, donnant à chacun la possibilité d'acheter jusqu'à concurrence de 275 000 actions ordinaires de la Société. Les droits rattachés aux options sur actions s'acquièrent sur une période de quatre ans et arrivent à échéance sept ans après la date d'attribution. Le prix d'exercice moyen pondéré des options sur actions est de 15,54 \$.

Régime d'intéressement à long terme

En vertu du RILT, les unités d'actions temporairement incessibles dont les droits s'acquièrent sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, une fiducie pour les avantages sociaux des employés (la «fiducie») a été constituée et : a) la Société y versera des fonds qu'un fiduciaire utilisera pour acheter des actions ordinaires de la Société sur le marché libre qu'il détiendra en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions temporairement incessibles; ou b) la Société émettra des actions ordinaires à même le capital autorisé aux participants à la suite de l'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions temporairement incessibles. Pour les employés des États-Unis et du Royaume-Uni, au moment de chaque attribution d'unité d'action temporairement incessible, la Société attribuera des actions ordinaires qu'elle émettra à même le capital

autorisé au moment de l'acquisition des droits s'y rattachant pour chaque participant. Les actions émises dans le cadre du RILT seront généralement contrebalancées par les achats effectués dans le cadre de l'OPR dans le cours normal des affaires.

Centres financiers internationaux

Canaccord est membre du International Financial Centre Vancouver et du International Financial Centre Montreal qui fournissent certains avantages financiers et fiscaux en vertu de la *International Financial Business (Tax Refund) Act* de la Colombie-Britannique et de la *Loi sur les centres financiers internationaux* du Québec. Ainsi, le taux d'imposition global de Canaccord est inférieur à celui qui s'appliquerait autrement.

Change

Canaccord gère son risque de change en couvrant périodiquement ses règlements en devises en attente. Les gains et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces opérations sont constatés dans les résultats au cours de l'exercice. Le 31 décembre 2008, les contrats à terme en cours pour vendre des dollars américains avaient un notionnel de 0,6 million \$ US, en baisse par rapport à 7,0 millions \$ US l'an dernier. Les contrats à terme en cours pour acheter des dollars américains avaient un notionnel de 2,3 millions \$ US, en baisse par rapport à 11,0 millions \$ US il y a un an. La juste valeur de ces contrats était minime. Certaines des opérations de Canaccord à Londres, en Angleterre, sont libellées en livres sterling; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces opérations est généralement limité, étant donné que les règlements en attente des deux côtés de l'opération sont habituellement libellés en livres sterling.

Opérations entre parties liées

Les opérations sur titres effectuées pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de Canaccord sont menées selon les mêmes modalités que celles utilisées pour le compte de tous les clients. Les produits tirés des commissions sur le total de ces opérations ne sont pas importants par rapport à ceux provenant de l'ensemble des activités de Canaccord.

Estimations comptables critiques

La présente rubrique est un sommaire des estimations comptables critiques de Canaccord. Les conventions comptables de Canaccord sont conformes aux PCGR du Canada et sont présentées à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés. Les conventions comptables décrites ci-dessous requièrent des estimations et des hypothèses qui influent sur les montants des actifs, des passifs, des produits et des charges comptabilisés aux états financiers. En raison de leur nature, les estimations nécessitent l'exercice d'un jugement fondé sur l'information disponible. Les résultats ou montants réels pourraient différer des estimations, et cette différence pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers.

Constatation des produits et évaluation des titres

Les titres détenus et vendus à découvert, y compris les options sur actions et les bons de souscription d'achat d'actions, sont classés comme étant détenus à des fins de transaction conformément aux recommandations du chapitre 3855, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* («ICCA»), et sont comptabilisés à la juste valeur, les gains et les pertes latents étant constatés dans le bénéfice net. En ce qui a trait aux titres cotés, la juste valeur est déterminée selon les prix du marché obtenus de sources indépendantes, comme les cours du marché ou les prix de courtiers. Des ajustements sont apportés aux prix du marché au titre de la liquidité compte tenu de l'importance de la position, des périodes de détention et d'autres restrictions de revente, le cas échéant. Les placements dans des titres non cotés ou non liquides classés comme détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur calculée selon un modèle d'évaluation. L'estimation des facteurs qui peuvent influencer sur la valeur et l'estimation des valeurs en général comporte inévitablement un degré d'incertitude et d'imprécision. L'importance des écarts entre les estimations et les résultats réels aura une incidence sur le montant des produits ou des pertes comptabilisés pour une position particulière au cours d'une période donnée. Comme le portefeuille de titres de Canaccord se compose principalement de titres cotés, et étant donné nos procédures d'obtention de cours du marché auprès de sources indépendantes, la validation des estimations au moyen du règlement réel d'opérations et l'application uniforme de notre stratégie d'une période à l'autre, nous croyons que les estimations des juste valeurs comptabilisées sont raisonnables.

Papier commercial adossé à des actifs

Une grande incertitude entoure l'estimation du montant et de l'échéance des flux de trésorerie du PCAA détenu par la Société. Comme il n'y a pas de valeur à la cote disponible, la Société estime la juste valeur du PCAA qu'elle détient en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus selon une approche fondée sur des pondérations probabilistes et selon les meilleures données disponibles. Étant donné que la juste valeur du PCAA est basée sur l'évaluation par la Société des conditions actuelles, les montants présentés peuvent varier considérablement dans les périodes subséquentes. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 7 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés.

Provisions

Canaccord comptabilise des provisions pour les litiges en cours ou en attente et pour les créances douteuses liées aux débiteurs, aux prêts, aux avances et autres créances. Les provisions relatives aux litiges sont établies selon le jugement de la direction en consultation avec le conseiller juridique, en tenant compte de divers facteurs comme le montant de la réclamation, la possibilité de méfaits de la part d'un employé de Canaccord et les antécédents. Habituellement, les soldes des débiteurs sont garantis par des titres et, en conséquence, toute réduction de valeur est en général évaluée après avoir tenu compte de la valeur de marché de la garantie.

Les provisions relatives à d'autres créances douteuses sont habituellement fondées sur l'évaluation par la direction de la probabilité du recouvrement et du montant recouvrable. Les provisions sont aussi comptabilisées à l'aide de facteurs d'actualisation relativement à la participation d'un consortium.

Impôts

Pour établir les montants des passifs d'impôts, la direction doit formuler des estimations et exercer son jugement en ce qui a trait au résultat final de la production des déclarations de revenus et des cotisations. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Canaccord exerce ses activités dans différents pays de domiciliation fiscale et y est assujettie à l'impôt. La production des déclarations de revenus peut comporter des questions complexes dont le règlement peut nécessiter beaucoup de temps s'il y a un différend ou un redressement par les administrations fiscales. Les normes comptables exigent qu'une provision pour moins-value soit constituée lorsqu'il est plus probable qu'improbable que la totalité ou qu'une tranche des actifs d'impôts futurs ne sera pas réalisée avant son échéance. Bien que la réalisation ne soit pas garantie, Canaccord est d'avis que, selon la totalité des éléments probants, il est plus probable qu'improbable que la totalité des actifs d'impôts futurs, déduction faite de la provision pour moins-value, sera réalisée. Canaccord croit que des provisions pour impôts sur les bénéfices adéquates ont été comptabilisées pour tous les exercices.

Écart d'acquisition et autres actifs incorporels

Dans le cadre des acquisitions d'Adams Harkness Financial Group, Inc. et d'Enermarket Solutions Ltd., Canaccord a acquis des écarts d'acquisition et d'autres actifs incorporels. L'écart d'acquisition est l'excédent du coût des sociétés acquises sur la juste valeur de leurs actifs nets, y compris les autres actifs incorporels, à la date d'acquisition. Pour l'identification et l'évaluation des autres actifs incorporels, la direction a utilisé des estimations et formulé des hypothèses. L'écart d'acquisition fait l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois l'an, ou chaque fois qu'une perte de valeur éventuelle peut survenir par suite d'un événement ou d'un changement de situation, afin d'assurer que la juste valeur de l'unité d'exploitation à laquelle l'écart d'acquisition a été attribué est supérieure ou au moins égale à sa valeur comptable. La juste valeur sera calculée en utilisant des modèles d'évaluation qui tiennent compte de facteurs comme le bénéfice projeté, les multiples cours-bénéfice, les taux d'actualisation, d'autres informations externes disponibles et des éléments comparables des marchés. Pour calculer la juste valeur, la direction doit poser des jugements touchant le choix des modèles d'évaluation ainsi que les hypothèses et les estimations à utiliser dans ces modèles et les calculs de valeurs. Ces jugements influent sur le calcul de la juste valeur et toute charge pour dépréciation qui peut en découler. Les autres actifs incorporels sont amortis sur leur durée de vie utile estimative et font l'objet d'un test de dépréciation régulièrement ou chaque fois qu'une dépréciation éventuelle peut survenir par suite d'un événement ou d'un changement de situation. La direction doit exercer son jugement et utiliser des estimations et des hypothèses pour établir la durée de vie utile estimative des autres actifs incorporels et les calculs de valeur sur une base régulière.

L'acquisition d'Adams Harkness Financial Group, Inc. (qui porte désormais le nom de Canaccord Adams Inc.) a entraîné la constatation d'un écart d'acquisition et d'actifs incorporels de 27,5 millions \$ qui représentaient le coût d'acquisition en excédent de la juste valeur des actifs incorporels nets au moment de l'acquisition. Canaccord Adams Inc. fournit principalement des services liés aux marchés des capitaux à des institutions et des sociétés aux États-Unis. Compte tenu de la détérioration continue des marchés financiers au cours du T3/09, cette unité d'exploitation a subi une baisse de ses activités et de ses produits. En raison des changements négatifs survenus dans l'environnement d'affaires, la Société a effectué une évaluation pour établir la juste valeur de cette unité d'exploitation comparativement à sa valeur comptable. Les résultats de cette évaluation se sont traduits par la comptabilisation d'une imputation de 27,5 millions \$ à l'égard de la moins-value de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels relatifs à nos activités liées aux marchés des capitaux aux États-Unis. L'imputation pour moins-value a été établie selon une évaluation de Canaccord Adams Inc. à l'aide d'une analyse des flux de trésorerie actualisés prévus et de certains indicateurs de la valeur de marché. L'établissement de la juste valeur fait appel au jugement de la direction dans le choix des modèles d'évaluation et des hypothèses et des estimations à utiliser dans ces modèles, ainsi qu'à l'égard de l'établissement de la valeur. Ce jugement a une incidence sur l'établissement de la juste valeur, et sur toute imputation pour toute moins-value qui en découle.

La Société a aussi comptabilisé une imputation de 4,0 millions \$ afin de constater la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels d'Enermarket. Un test de dépréciation a été exécuté, et les résultats ont démontré que la juste valeur était de beaucoup inférieure à la valeur comptable en raison de la détérioration des conditions de marché. La principale activité d'Enermarket consiste en la prestation de services de consultation auprès de sociétés du secteur du pétrole et du gaz. Ses perspectives en matière de bénéfice ont été touchées de manière défavorable par la chute brutale des prix du pétrole et la volatilité des conditions des marchés financiers.

Régimes de rémunération à base d'actions

La rémunération à base d'actions correspond aux coûts liés aux attributions à base d'actions aux employés. La Société utilise la méthode de la juste valeur pour comptabiliser ces attributions. Selon cette méthode, la Société évalue la juste valeur des attributions à base d'actions à la date d'attribution et comptabilise les coûts à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable, déduction faite des extinctions estimatives, avec une augmentation correspondante du surplus d'apport. Si l'acquisition des droits dépend également de critères de rendement, les coûts sont comptabilisés sur la période d'acquisition des droits en fonction du taux d'atteinte des critères de rendement (déduction faite des extinctions estimatives). Sinon, les coûts sont comptabilisés de façon graduelle. Lorsque les droits sont acquis, le surplus d'apport est réduit du montant applicable et le capital social est augmenté du même montant.

Prises de position comptables récentes

Écart d'acquisition et actifs incorporels

L'ICCA a publié une nouvelle norme comptable dans le chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*, «Écarts d'acquisition et actifs incorporels», qui précise les critères pour la comptabilisation des dépenses à titre d'actifs incorporels et donne des directives supplémentaires à l'égard de la comptabilisation et de l'évaluation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels générés en interne. La Société adoptera le chapitre 3064 en date du 1^{er} avril 2009. À l'heure actuelle, la Société évalue l'incidence de l'adoption de ce chapitre.

Normes internationales d'information financière

Le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que l'utilisation des Normes internationales d'information financière («IFRS») sera exigée à compter de 2011 pour les entreprises à but lucratif ayant une obligation publique de rendre des comptes. Les IFRS remplaceront les PCGR du Canada actuellement suivis par la Société. La Société sera tenue de commencer à présenter ses informations financières selon les IFRS pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012 et devra fournir les informations conformément aux IFRS pour les périodes correspondantes présentées. La Société évalue présentement quelle sera l'incidence de la transition vers les IFRS, y compris son incidence sur les conventions comptables, les informations à fournir, les systèmes financiers et les contrôles internes.

Modifications de conventions comptables

Le 1^{er} avril 2008, la Société a adopté les dispositions du chapitre 3862, «Instruments financiers – informations à fournir», du chapitre 3863, «Instruments financiers – présentation», du chapitre 1535, «Informations à fournir concernant le capital», et du chapitre 1400, «Normes générales de présentation des états financiers», du *Manuel de l'ICCA*.

Informations à fournir concernant le capital

Aux termes de cette nouvelle norme, la Société est tenue de fournir des informations qualitatives et quantitatives sur le capital de la Société et sur la façon dont il est géré. Ces informations ont été ajoutées à la note 14 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés au 31 décembre 2008.

Instruments financiers – informations à fournir et présentation

Conformément à deux nouvelles normes, la Société est tenue de fournir davantage d'informations à l'égard de la nature et de l'ampleur des risques découlant des instruments financiers et de la façon dont ils sont gérés. L'information supplémentaire figure à la note 4 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires au 31 décembre 2008, y compris une analyse quantitative du risque découlant des instruments financiers, notamment le risque de crédit, le risque d'illiquidité et le risque de marché.

Normes générales de présentation des états financiers

Le chapitre 1400 du *Manuel de l'ICCA*, «Normes générales de présentation des états financiers», décrit les exigences supplémentaires en matière d'évaluation de la capacité d'une entité de poursuivre son exploitation et de l'information à fournir à cet égard. Le 1^{er} avril 2008, la Société a adopté cette nouvelle norme, qui n'a aucune incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés au 31 décembre 2008.

Papier commercial adossé à des actifs

Au 31 décembre 2008, la Société détenait du PCAA d'une valeur nominale de 42,7 millions \$ et d'une juste valeur estimative de 23,2 millions \$. Le PCAA n'a pas été réglé à l'échéance, en raison des problèmes de liquidité avec lesquels le marché du PCAA était aux prises. Le PCAA n'a pas été négocié sur un marché actif depuis la mi-août 2007.

Le 17 mars 2008, le Comité pancanadien des investisseurs (le «comité») dans du PCAA a déposé auprès de la Cour supérieure de l'Ontario (la «cour») une procédure visant un plan de transaction et d'arrangement (le «plan») en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada) («LACC»). Le 25 avril 2008, à l'assemblée des porteurs de billets PCAA, la majorité requise de porteurs de billets a approuvé le plan de restructuration. Le 5 juin 2008, la cour a émis une ordonnance et a communiqué les raisons de l'approbation du plan dans sa version modifiée. Le 18 août 2008, la Cour d'appel de l'Ontario a confirmé la décision et, le 19 septembre 2008, la Cour suprême du Canada a refusé l'autorisation d'appel. Le 24 décembre 2008, le Comité a annoncé qu'une entente avait été conclue entre tous les intervenants clés, y compris les gouvernement du Canada, du Québec, de l'Ontario et de l'Alberta relativement à l'octroi de marges additionnelles au soutien du plan, et qu'il avait mis au point certaines améliorations à apporter au plan.

Le 12 janvier 2009, la Cour supérieure de justice de l'Ontario a rendu publique l'ordonnance définitive de mise en œuvre du processus de restructuration du PCAA. La restructuration a été conclue le 21 janvier 2009. L'échange des billets PCAA visés par la restructuration a été effectué le 21 janvier 2009. Un premier versement d'intérêts (restructurés au 31 août 2008) a également été effectué le même jour. Le solde des intérêts fera l'objet de versements ultérieurs, dont les montants et les échéances ne sont pas encore déterminés. Les honoraires de restructuration engagés, de même qu'une provision pour frais de restructuration supplémentaires, ont été déduits de ce premier versement d'intérêts.

Dans sa version modifiée, le plan prévoyait une décharge déclaratoire qui était en vigueur au moment de la mise en œuvre du plan. Cette décharge déclaratoire, conjuguée à la conclusion du programme de secours de Canaccord, s'est traduite par l'abandon de toute réclamation existante ou à venir contre la Société relativement au PCAA.

Rien ne garantit que la validité ou l'efficacité de la décharge déclaratoire ne seront pas mises en doute dans le cadre des poursuites entamées contre la Société et des tiers. Si la décharge déclaratoire était déclarée non valide ou inefficace, les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société pourraient être touchés de façon importante.

La Société estime la juste valeur du PCAA qu'elle détient en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus selon une approche fondée sur des pondérations probabilistes et selon les meilleures données disponibles à la fin de la période. Les hypothèses utilisées pour établir la juste valeur estimative reflètent les détails compris dans le document d'information publié par le comité. Une grande incertitude entoure l'estimation du montant et de l'échéance des flux de trésorerie du PCAA. La Société a comptabilisé un ajustement à la juste valeur de 12,8 millions \$ au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2008. Le modèle d'évaluation a été mis à jour au 31 décembre 2008 avec des hypothèses révisées fondées sur les conditions de marché en vigueur et, par conséquent, un ajustement à la juste valeur additionnel de 6,7 millions \$ a été comptabilisé.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

Contrôles et procédures de communication de l'information

La direction de Canaccord, y compris le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, a conçu des contrôles et procédures de communication de l'information afin de fournir l'assurance raisonnable que tous les renseignements pertinents sont communiqués au comité de divulgation pour que des décisions adéquates soient prises en temps opportun sur l'information à divulguer.

Changements dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière effectué au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2008 qui ait influé de façon notable, ou qui risque d'influer de façon notable, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de Canaccord.

Politique en matière de dividendes

Les dividendes devraient être déclarés et payés trimestriellement, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes seront tributaires de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de Canaccord, ainsi que d'autres facteurs que le Conseil jugera pertinents.

Déclaration de dividendes

Le 11 février 2009, le conseil d'administration a examiné la politique relative aux dividendes à la lumière du contexte du marché et des activités de Canaccord, et a approuvé une interruption du versement du dividende trimestriel de la Société pour le trimestre terminé le 31 décembre 2008. Cette mesure a été prise afin de permettre à la Société de protéger son fonds de roulement et sa valeur comptable, de même que de se positionner de façon à tirer profit des occasions de croissance qui pourraient se présenter.

Informations trimestrielles historiques

Les produits de Canaccord tirés d'une opération de prise ferme ne sont comptabilisés que lorsque l'opération est conclue. Par conséquent, la date de constatation des produits peut avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Canaccord. La structure des charges des activités de Canaccord est axée sur la prestation de services et de couverture dans le contexte de marché en vigueur. La rentabilité de la Société est tributaire de l'activité générale des marchés des capitaux, qui a chuté de manière importante au cours du T3/09, se traduisant par une perte nette pour le trimestre.

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles pour les neuf trimestres les plus récents qui se sont terminés le 31 décembre 2008. Ces informations ne sont pas vérifiées, mais elles reflètent tous les ajustements récurrents qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires à une juste présentation des résultats d'exploitation pour les périodes présentées. Les comparaisons d'un trimestre à l'autre des résultats financiers ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

(en milliers \$ CA, sauf le RPA, en \$)	Exercice 2009			Exercice 2008				Exercice 2007	
	T ₃	T ₂	T ₁	T ₄	T ₃	T ₂	T ₁	T ₄	T ₃
Produits									
Canaccord Adams	49 250 \$	58 336 \$	104 793 \$	77 965 \$	109 583 \$	89 071 \$	155 023 \$	130 151 \$	101 427 \$
Services aux particuliers	33 532	43 844	57 853	54 463	61 166	57 415	76 083	75 876	68 831
Non sectoriel et autres	4 406	8 649	10 062	11 018	12 605	12 383	14 764	10 416	8 055
Total des produits	87 188 \$	110 829 \$	172 708 \$	143 446 \$	183 354 \$	158 869 \$	245 870 \$	216 443 \$	178 313 \$
Bénéfice net (perte nette)	(62 378)	(5 398)	16 459	(35 154)	15 048	12 411	39 029	26 016	23 692
RPA – de base	(1,27)\$	(0,11)\$	0,35 \$	(0,80)\$	0,34 \$	0,28 \$	0,86 \$	0,57 \$	0,51 \$
RPA – dilué	(1,27)\$	(0,11)\$	0,31 \$	(0,80)\$	0,31 \$	0,26 \$	0,80 \$	0,54 \$	0,49 \$

Risques

Le secteur des valeurs mobilières et les activités de Canaccord sont, de par leur nature, assujettis à de nombreux risques. La situation économique, la concurrence et les facteurs du marché, comme la volatilité des marchés canadiens et internationaux, les taux d'intérêt, le prix des marchandises, les cours du marché, les volumes de négociation et la liquidité, ont une incidence importante sur la rentabilité de Canaccord. Un placement dans des actions ordinaires de Canaccord comporte de nombreux risques, dont certains, y compris le risque de marché, le risque d'illiquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque lié à la réglementation et le risque juridique, pourraient être importants et sont inhérents aux activités de Canaccord. Les conditions de marché en vigueur pourraient amplifier bon nombre de ces risques, y compris le risque de crédit. Canaccord est également directement exposée au risque de prix du marché, au risque d'illiquidité et au risque de volatilité en raison de ses activités de négociation de titres à revenu fixe comme contrepartiste, et au risque de taux d'intérêt du fait de ses activités de négociation de titres à revenu fixe comme contrepartiste. Les produits tirés des Services aux particuliers sont liés aux volumes de négociation et, à ce titre, à l'importance de l'activité sur les marchés et au degré de confiance des investisseurs. Les produits de Canaccord Adams dépendent des activités de financement par les entités émettrices et à la volonté des clients institutionnels de négocier des opérations sur les marchés des capitaux et d'y participer activement. Il peut également exister un écart entre les fluctuations du marché, l'évolution de la conjoncture et le niveau d'activité de Canaccord sur le marché, et l'incidence que ces facteurs ont sur les résultats d'exploitation et la situation financière de Canaccord. Qui plus est, Canaccord peut ne pas réaliser ses plans de croissance liés à l'acquisition et à l'intégration d'Adams Harkness Financial Group, Inc. Le cadre de la gestion du capital mis en place par la Société est conçu pour maintenir le capital à un niveau qui respecte les ratios cibles des filiales réglementées de la Société, fixés par leurs organismes de réglementation respectifs, permettre de financer les activités actuelles et futures, permettre d'assurer que la Société peut s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles viennent à échéance, et favoriser la création de valeur pour les actionnaires. Les organismes de réglementation auxquels certaines filiales de la Société sont assujetties sont énumérés à la note 14 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés au 31 décembre 2008.

Information additionnelle

Un rapport détaillé sur nos activités, nos stratégies, nos objectifs et nos risques figure dans la notice annuelle et le rapport de gestion, y compris les états financiers consolidés annuels vérifiés, qui se trouvent dans le rapport annuel de 2008 de Canaccord, et qui sont disponibles sur notre site Web, à l'adresse canaccord.com/investor, et sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

bilans consolidés intermédiaires

(non vérifié)

<i>(en milliers de dollars)</i>	<i>31 décembre 2008</i>	<i>31 mars 2008</i>	<i>31 décembre 2007</i>
ACTIF			
À court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	684 463 \$	435 649 \$	421 783 \$
Titres détenus [note 3]	72 938	92 796	164 388
Débiteurs [notes 5 et 12]	806 402	1 422 917	1 260 869
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	29 887	11 083	2 758
Impôts futurs	13 657	28 207	10 630
Total de l'actif à court terme	1 607 347	1 990 652	1 860 428
Placement [note 6]	5 000	5 000	5 000
Placement dans des titres de papier commercial adossé à des actifs [note 7]	23 160	29 860	34 501
Matériel et améliorations locatives	44 178	40 686	39 939
Écart d'acquisition et autres actifs incorporels [note 8]	—	32 520	32 873
	1 679 685 \$	2 098 718 \$	1 972 741 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
À court terme			
Dette bancaire	39 040 \$	15 038 \$	— \$
Titres vendus à découvert [note 3]	62 151	13 757	96 383
Créditeurs et charges à payer [notes 5 et 12]	1 195 533	1 687 479	1 461 130
Dette subordonnée [note 9]	25 000	25 000	25 000
Total du passif à court terme	1 321 724	1 741 274	1 582 513
Engagements et éventualités [note 15]			
Capitaux propres			
Capital social [note 10]	218 738	145 166	141 370
Bénéfices non répartis	157 823	222 597	263 571
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(18 600)	(10 319)	(14 713)
Total des capitaux propres	357 961	357 444	390 228
	1 679 685 \$	2 098 718 \$	1 972 741 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

États des résultats consolidés intermédiaires

(non vérifié)

	Pour les périodes de trois mois terminées les		Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 décembre 2008	31 décembre 2007	31 décembre 2008	31 décembre 2007
<i>(en milliers de dollars, sauf les montants par action)</i>				
PRODUITS				
Commissions	51 473 \$	74 959 \$	184 099 \$	226 462 \$
Financement de sociétés	20 198	84 910	130 369	287 266
Négociation à titre de contrepartiste	3 781	387	9 779	3 275
Intérêts	9 108	16 011	33 171	48 594
Divers	2 628	7 087	13 307	22 496
	87 188	183 354	370 725	588 093
CHARGES				
Rémunération au rendement	43 299	90 778	177 003	283 600
Charges de personnel	12 817	12 658	42 455	39 576
Frais de négociation	6 708	7 054	19 746	21 261
Locaux et matériel	6 549	5 781	18 291	16 775
Communications et technologie	6 277	5 611	18 979	17 163
Intérêts	2 568	6 574	9 881	19 155
Frais d'administration	19 827	17 390	58 715	51 416
Amortissement	2 751	2 197	6 865	6 320
Frais de développement	7 738	6 774	21 583	22 113
Ajustement à la juste valeur de titres de papier commercial adossés à des actifs [note 7]	6 700	4 226	6 700	8 625
Programme de secours de Canaccord [note 16]	5 347	—	5 347	—
Dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels [note 8]	31 524	—	31 524	—
Frais de restructuration [note 17]	7 520	—	7 520	—
	159 625	159 043	424 609	486 004
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	(72 437)	24 311	(53 884)	102 089
Impôts sur les bénéfices (à recouvrer)				
Exigibles	(7 769)	10 395	(17 910)	37 775
Futurs	(2 290)	(1 132)	15 343	(2 174)
	(10 059)	9 263	(2 567)	35 601
Bénéfice net (perte nette) de la période	(62 378)\$	15 048 \$	(51 317)\$	66 488 \$
Résultat de base par action [note 10 [iv]]	(1,27)\$	0,34 \$	(1,05)\$	1,49 \$
Résultat par action (nombre dilué) [note 10 [iv]]	(1,27)\$	0,31 \$	(1,05)\$	1,37 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

États de la variation des capitaux propres consolidés intermédiaires

(non vérifié)

Aux 31 décembre 2008 et 2007 et pour les neuf mois terminés à ces dates et pour l'exercice terminé le 31 mars 2008 (en milliers de dollars)	31 décembre 2008	31 mars 2008	31 décembre 2007
Actions ordinaires au début de la période	111 142 \$	147 900 \$	147 900 \$
Actions émises	69 979	495	495
Actions annulées	(442)	(127)	(127)
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme [note 11]	(13 839)	(27 247)	(23 335)
Libération d'actions ordinaires dont les droits sont acquis, achetées par le fonds de fiducie pour les avantages sociaux des employés [note 11]	5 994	—	—
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	3 162	(9 879)	(9 285)
Actions ordinaires à la fin de la période	175 996	111 142	115 648
Surplus d'apport au début de la période	34 024	8 396	8 396
Excédent au rachat d'actions ordinaires	(340)	(369)	(369)
Insuffisance sur la distribution des actions ordinaires dont les droits sont acquis	—	(29)	(29)
Rémunération à base d'actions [note 11]	9 509	20 776	14 841
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	(451)	5 250	2 883
Surplus d'apport à la fin de la période	42 742	34 024	25 722
Capital social	218 738	145 166	141 370
Bénéfices non répartis au début de la période	222 597	213 659	213 659
Bénéfice net (perte nette) de la période	(51 317)	31 334	66 488
Dividendes en espèces	(13 457)	(22 396)	(16 576)
Bénéfices non répartis à la fin de la période	157 823	222 597	263 571
Cumul des autres éléments du résultat étendu au début de la période	(10 319)	2 236	2 236
Autres éléments du résultat étendu	(8 281)	(12 555)	(16 949)
Cumul des autres éléments du résultat étendu à la fin de la période	(18 600)	(10 319)	(14 713)
Capitaux propres	357 961 \$	357 444 \$	390 228 \$

États du résultat étendu consolidés intermédiaires

(non vérifié)

(en milliers de dollars)	Pour les périodes de trois mois terminées les		Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 décembre 2008	31 décembre 2007	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Bénéfice net (perte nette) de la période	(62 378)\$	15 048 \$	(51 317)\$	66 488 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts et des taxes				
Variation nette des pertes latentes à la conversion des comptes des établissements étrangers autonomes	(1 519)	(3 149)	(8 281)	(16 949)
Résultat étendu de la période	(63 897)\$	11 899 \$	(59 598)\$	49 539 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

États des flux de trésorerie consolidés intermédiaires

(non vérifié)

(en milliers de dollars)	Pour les périodes de trois mois terminées les		Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 décembre 2008	31 décembre 2007	31 décembre 2008	31 décembre 2007
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Bénéfice net (perte nette) de la période	(62 378)\$	15 048 \$	(51 317)\$	66 488 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Amortissement	2 751	2 197	6 865	6 320
Charge de rémunération à base d'actions	5 542	5 813	16 122	13 834
(Recouvrement) charge d'impôts futurs	(2 290)	41	15 343	123
Dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels	31 524	—	31 524	—
Ajustements à la juste valeur de titres de papier commercial adossés à des actifs	6 700	4 226	6 700	8 625
Variations des éléments hors caisse du fonds de roulement				
Diminution (augmentation) des titres détenus	(16 974)	28 165	19 251	148 239
Diminution des débiteurs	425 012	514 899	606 405	350 887
Augmentation des impôts sur les bénéfices à recouvrer	(9 295)	—	(17 614)	—
Augmentation des titres vendus à découvert	46 927	47 602	48 351	55 216
Diminution des créditeurs et charges à payer	(296 629)	(508 963)	(490 610)	(640 422)
Diminution des impôts sur les bénéfices à payer	—	(3 322)	—	(15 710)
Flux de trésorerie d'exploitation	130 890	105 706	191 020	(6 400)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Émission d'actions au comptant, déduction faite des frais d'émission	—	48	66 462	495
Rachat et annulation d'actions	—	1 214	(782)	(6 402)
Diminution (augmentation) des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	1 936	(497)	2 711	(497)
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme	—	(5 040)	(13 839)	(23 335)
Dividendes versés	—	(5 856)	(13 457)	(16 576)
Flux de trésorerie de financement	1 936	(10 131)	41 095	(46 315)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Achat de matériel et améliorations locatives	(5 267)	(2 116)	(8 024)	(9 506)
Acquisition de placement	—	—	—	(5 000)
Flux de trésorerie d'investissement	(5 267)	(2 116)	(8 024)	(14 506)
Incidence du change sur les soldes de trésorerie	3 396	(3 226)	721	(17 636)
Augmentation (diminution) de la situation de trésorerie	130 955	90 233	224 812	(84 857)
Situation de trésorerie au début de la période	514 468	331 550	420 611	506 640
Situation de trésorerie à la fin de la période	645 423 \$	421 783 \$	645 423 \$	421 783 \$
La situation de trésorerie comprend les éléments suivants :				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	684 463	421 783	684 463	421 783
Dette bancaire	(39 040)	—	(39 040)	—
	645 423 \$	421 783 \$	645 423 \$	421 783 \$
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie				
Intérêts payés	2 508 \$	6 579 \$	9 775 \$	19 130 \$
Impôts sur les bénéfices payés	3 420	13 458	6 256	54 334

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

(non vérifié)

Pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2008 (en milliers de dollars, sauf les montants par action)

Par l'intermédiaire de ses principales filiales, Canaccord Capital Inc. (la «Société»), courtier en valeurs mobilières de plein exercice indépendant et de premier plan au Canada, mène des activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et aux États-Unis. La Société exerce ses activités dans les deux principaux secteurs de l'industrie des valeurs mobilières : les Marchés des capitaux et les Services aux particuliers. Ensemble, ces activités offrent une vaste gamme de produits de placement complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés à sa clientèle composée de particuliers, d'institutions et de sociétés.

Les activités de la Société sont cycliques, et les produits et le bénéfice connaissent de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les activités de la Société sont touchées par la situation générale sur les marchés financiers nord-américains et européens, y compris les variations saisonnières.

1. Principales conventions comptables

Mode de présentation et périmètre de consolidation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés par la Société selon les principes comptables généralement reconnus («PCGR») du Canada se rapportant aux états financiers intermédiaires, appliqués de manière uniforme. Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés sont fondés sur les mêmes conventions comptables et méthodes d'application que celles énoncées à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés de la Société au 31 mars 2008 et pour l'exercice terminé à cette date (les «états financiers consolidés annuels vérifiés»). Par conséquent, ils ne comprennent pas tous les renseignements et toutes les notes exigés aux fins de la conformité aux PCGR du Canada pour les états financiers annuels. Les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les notes y afférentes doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels vérifiés.

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et des notes y afférentes exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants constatés. De l'avis de la direction, les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés reflètent tous les rajustements (qui incluent seulement les rajustements récurrents normaux) nécessaires pour présenter de manière fidèle les résultats des périodes présentées. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations, et les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires présentées ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats auxquels on pourrait s'attendre pour l'exercice entier.

Prises de position comptables récentes

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

L'ICCA a publié une nouvelle norme comptable, soit le chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*, «Écarts d'acquisition et actifs incorporels», qui précise les critères pour la comptabilisation des dépenses à titre d'actifs incorporels et donne des directives supplémentaires à l'égard de la comptabilisation et de l'évaluation de la survaleur et des actifs incorporels générés en interne. La Société adoptera le chapitre 3064 en date du 1^{er} avril 2009. Elle évalue actuellement l'incidence de la nouvelle norme sur les états financiers consolidés.

Normes internationales d'information financière («IFRS»)

Le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que l'utilisation des IFRS serait exigée à compter de 2011 pour les entreprises à but lucratif ayant une obligation publique de rendre des comptes. Les IFRS remplaceront les PCGR du Canada actuels suivis par la Société. La Société sera tenue de commencer à présenter ses informations financières selon les IFRS pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012 et devra fournir les informations selon les IFRS pour les périodes correspondantes présentées. La Société évalue actuellement quelle sera l'incidence de la transition vers les IFRS, y compris son incidence sur les conventions comptables, les informations à fournir, les systèmes financiers et les contrôles internes.

2. Modification de conventions comptables

Le 1^{er} avril 2008, la Société a adopté les dispositions du chapitre 1535, «Informations à fournir concernant le capital», du chapitre 3862, «Instruments financiers – informations à fournir», du chapitre 3863, «Instruments financiers – présentation», et du chapitre 1400, «Normes générales de présentation des états financiers», du *Manuel de l'ICCA*.

Informations à fournir concernant le capital

La Société a adopté les recommandations du chapitre 1535 du *Manuel de l'ICCA*, «Informations à fournir concernant le capital», qui établit des normes à l'égard des informations qualitatives et quantitatives à fournir sur le capital d'une entité et sur sa façon de le gérer. Ces informations figurent à la note 14.

Instruments financiers – informations à fournir et présentation

La Société a adopté deux nouvelles normes comptables sur les informations à fournir à l'égard des instruments financiers et de leur présentation, soit le chapitre 3862, «Instruments financiers – informations à fournir», et le chapitre 3863, «Instruments financiers – présentation», du *Manuel de l'ICCA*. Ces nouvelles normes insistent davantage sur les informations à fournir à l'égard de la nature et de l'ampleur des risques découlant des instruments financiers et de la façon de gérer ces risques. Se reporter à la note 4 afférente aux états financiers pour obtenir des renseignements supplémentaires.

Normes générales de présentation des états financiers

La Société a adopté les recommandations du chapitre 1400 du *Manuel de l'ICCA*, «Normes générales de présentation des états financiers», qui décrivent les exigences supplémentaires en matière d'évaluation de la capacité d'une entité de poursuivre son exploitation et de l'information à fournir à cet égard. L'adoption n'a entraîné aucune incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

3. Titres détenus et titres vendus à découvert

	31 décembre 2008		31 mars 2008		31 décembre 2007	
	Titres détenus	Titres vendus à découvert	Titres détenus	Titres vendus à découvert	Titres détenus	Titres vendus à découvert
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	48 385 \$	58 137 \$	34 433 \$	5 106 \$	98 274 \$	84 484 \$
Actions et débetures convertibles	24 553	4 014	58 363	8 651	66 114	11 899
	72 938 \$	62 151 \$	92 796 \$	13 757 \$	164 388 \$	96 383 \$

Au 31 décembre 2008, les titres de créance de sociétés et de gouvernements arrivaient à échéance de 2009 à 2049 (de 2008 à 2053 au 31 mars 2008 et de 2008 à 2054 au 31 décembre 2007) et portaient intérêt à des taux qui allaient de 2,70 % à 11,50 % (de 2,85 % à 11,60 % au 31 mars 2008, et de 2,85 % à 11,60 % au 31 décembre 2007).

4. Instruments financiers

La Société classe les instruments financiers dans l'une des catégories suivantes selon le chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation» : détenus à des fins de transaction, détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances, disponibles à la vente et autres passifs financiers.

Les actifs et passifs financiers classés comme détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur, les gains et pertes latents en découlant étant constatés dans le bénéfice net. En l'absence de cours de marché, la juste valeur est établie au moyen de techniques d'évaluation. Selon le chapitre 3855, une entité peut désigner tout instrument financier comme détenu à des fins de transaction au moment de la comptabilisation initiale ou de l'adoption de cette norme, même si cet instrument ne répondait pas autrement à la définition d'instrument détenu à des fins de transaction, comme le précise le chapitre 3855, et ce, si la juste valeur de l'instrument financier peut être établie de façon fiable. Les instruments financiers de la Société classés comme détenus à des fins de transaction comprennent la trésorerie, les titres de papier commercial, les acceptations bancaires, les titres négociables détenus et vendus à découvert, les contrats à terme et les bons de souscription de courtiers.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur, les gains et pertes latents en découlant étant constatés dans les autres éléments du résultat étendu. Le placement de la Société [note 6] a été classé comme disponible à la vente. Le placement est été comptabilisé au coût, car il n'a pas de valeur à la cote.

Les actifs et passifs financiers classés comme prêts et créances, détenus jusqu'à leur échéance et autres passifs financiers sont évalués au coût après amortissement. La Société classe les débiteurs comme des prêts et créances, et les créditeurs et charges à payer, la dette bancaire et la dette subordonnée, comme d'autres passifs financiers. La valeur comptable des prêts et créances et des autres passifs financiers se rapproche de leur juste valeur.

Les instruments financiers de la Société sont comptabilisés à la date de transaction. Les coûts de transaction relatifs aux instruments financiers de la Société sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte associé à l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Le risque de crédit est lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux montants nets à recevoir des clients et des courtiers en valeurs mobilières et aux autres débiteurs. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit, compte non tenu de toute garantie détenue ou de tout rehaussement de crédit, correspond à la valeur comptable des instruments financiers présentée dans les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés au 31 décembre 2008.

Le risque de crédit découle surtout des activités de négociation pour les particuliers et des comptes sur marge des particuliers. Afin de réduire au minimum son exposition, la Société applique certaines normes en matière de solvabilité et certaines limites quant aux opérations, et elle exige le règlement au comptant des opérations sur titres ou le règlement à la livraison. Les opérations sur marge sont garanties par les titres dans les comptes de clients conformément aux limites établies par les organismes de réglementation pertinents.

et sont soumises aux procédés d'examen du crédit et de contrôle quotidien de la Société. La direction surveille la recouvrabilité des débiteurs et évalue le montant de la provision pour créances douteuses. La politique de la Société exige qu'elle établisse une provision à l'égard de tous les soldes non garantis. Au 31 décembre 2008, la provision pour créances douteuses était de 12,3 millions \$ (5,8 millions \$ au 31 mars 2008 et 5,8 millions \$ au 31 décembre 2007).

La Société court aussi le risque que les contreparties aux opérations ne remplissent pas leurs obligations. Les contreparties sont composées surtout de courtiers en valeurs mobilières, d'agences de compensation, de banques et d'autres institutions financières. La Société ne se fie pas entièrement aux notes accordées par les agences de notation du crédit pour évaluer les risques liés aux contreparties. La Société atténue le risque de crédit en procédant à ses propres évaluations diligentes des contreparties, obtenant et analysant les renseignements à l'égard de la structure des instruments financiers, et en restant au fait des nouveautés sur le marché. La Société gère aussi ce risque en imposant à chaque contrepartie des limites de position individuelle et de position collective, en surveillant le respect de ces limites, en effectuant des examens de crédit réguliers afin d'évaluer la solvabilité, en examinant la concentration des titres et des emprunts, en détenant et en évaluant à la valeur du marché la garantie de certaines opérations et en agissant par l'entremise d'organismes de compensation offrant des garanties d'exécution.

Aux 31 décembre 2008 et 2007 et au 31 mars 2008, la concentration la plus importante de la Société par type de contrepartie était auprès d'institutions financières et de clients institutionnels. La direction est d'avis que cette concentration se fait dans le cours normal des affaires et elle ne prévoit aucune perte pour non-exécution.

La Société détient des instruments de créance qui peuvent être exposés au risque de crédit si la contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations. La Société gère le risque lié aux instruments de créance, y compris les instruments de dette à court terme inclus dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, en surveillant la cote de solvabilité des contreparties.

Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité représente le risque que la Société ne puisse satisfaire à la demande de liquidités ou s'acquitter de ses obligations à mesure qu'elles arrivent à échéance. La direction de la Société est responsable de passer en revue les sources de liquidité afin de s'assurer que les fonds sont rapidement disponibles pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles arrivent à échéance, et de s'assurer qu'elle dispose de fonds suffisants pour soutenir ses stratégies commerciales et la croissance de ses activités. En raison de ses activités, la Société est tenue de détenir des capitaux aux fins de l'exploitation et de la réglementation. Les actifs à court terme figurant au bilan de la Société sont très liquides. La plupart des positions dans des titres détenus sont facilement négociables, et sont comptabilisées à leur valeur marchande. Les débiteurs sont garantis par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et des agents et à payer à ceux-ci ont trait à : des opérations ouvertes à court terme, qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de trois jours, des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre d'opérations qui peuvent être conclues sur demande en quelques jours, et des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés aux comptes clients. Des renseignements supplémentaires sur les objectifs de la direction en matière de structure du capital et de gestion du capital figurent à la note 14.

Le tableau ci-après présente les échéances contractuelles des passifs financiers de la Société au 31 décembre 2008.

<i>Passif financier</i>	<i>Valeur comptable</i>	<i>Échéance contractuelle</i>
Dette bancaires	39 040 \$	Remboursable à vue
Créditeurs et charges à payer	1 195 533	Moins d'un an
Dette subordonnée	25 000	Remboursable à vue *

* Sous réserve de l'approbation de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur des instruments financiers fluctue en raison des variations des cours du marché. La Société répartit le risque de marché entre trois catégories : le risque lié à la juste valeur, le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

Risque lié à la juste valeur

La Société est exposée au risque lié à la juste valeur du fait de ses activités de négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe. Les titres détenus à des fins de transaction sont évalués aux cours du marché et les variations de la juste valeur influent sur les résultats au fur et à mesure qu'elles surviennent. Le risque lié à la juste valeur découle également de la possibilité que les fluctuations des prix du marché influent sur la valeur des titres que la Société détient à titre de garanties des comptes sur marge de particuliers. La Société réduit son exposition au risque lié à la juste valeur au moyen de contrôles visant à limiter les niveaux de concentration et l'utilisation de capitaux dans ses comptes de négociation, ainsi que des procédés de contrôle des comptes sur marge.

La Société a comptabilisé des rajustements à la juste valeur de son placement dans les titres de papier commercial adossé à des actifs («PCAA») en raison des incertitudes entourant le marché du PCAA et du manque de liquidités sur ce marché. Comme il n'y a pas de valeur à la cote disponible, la Société estime la juste valeur du PCAA qu'elle détient en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus selon une approche fondée sur des pondérations probabilistiques et selon les meilleures données disponibles. Cette estimation a été mise à jour à l'aide des meilleures données disponibles au 31 décembre 2008, et la valeur comptable du PCAA a été rajustée pour refléter toute modification de l'estimation. La juste valeur du PCAA diminuerait d'une somme additionnelle de 1,3 million \$ si le taux d'actualisation utilisé augmentait de 100 points de base. Pour plus de précisions, se reporter à la note 7.

Le tableau ci-après présente l'effet des variations de la juste valeur des instruments financiers sur le bénéfice net. Toutes les autres valeurs de l'analyse sont constantes.

<i>Instruments financiers</i>	Valeur comptable	Effet d'une augmentation de 10 % de la juste valeur sur le bénéfice net	Effet d'une diminution de 10 % de la juste valeur sur le bénéfice net
Titres détenus, déduction faite des titres vendus à découvert	10 787 \$	372 \$	(372)\$
PCAA	23 160	1 598	(1 598)
Placement ¹	5 000	n/a	(345)

1) Le placement [note 6] est classé comme disponible à la vente et est comptabilisé au coût, puisque le cours du marché n'est pas disponible, de sorte que les variations temporaires du cours du marché du placement n'ont pas d'incidence sur les autres éléments du résultat étendu. Toute diminution autre que temporaire de la valeur du placement est constatée au bénéfice net. Le tableau présente l'incidence qu'une réduction de 10 % de la valeur du placement aurait sur le bénéfice net.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt découle de la possibilité que des variations de taux d'intérêt influent sur la juste valeur ou sur les flux de trésorerie futurs des instruments financiers détenus par la Société. La Société est exposée au risque de taux d'intérêt associé à ses propres soldes de trésorerie et des équivalents de trésorerie, au montant net des soldes créditeurs des clients, aux soldes de trésorerie des clients, au montant net des soldes des courtiers et des maisons de courtage de valeurs, ainsi qu'à la dette subordonnée. La Société réduit au minimum et surveille son exposition au risque de taux d'intérêt au moyen d'une analyse quantitative de ses positions nettes dans des titres à revenu fixe, des soldes de trésorerie de clients, de ses activités de prêt et d'emprunt de titres et des emprunts à court terme. La Société ne couvre pas son exposition au risque de taux d'intérêt parce qu'elle est minime.

L'échéance de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est inférieure à trois mois. Les soldes nets des débiteurs (crédeurs) des clients donnent lieu à une charge (un produit) d'intérêt calculé à un taux variable. La dette subordonnée porte intérêt au taux préférentiel majoré de 2 %, payable mensuellement.

Le tableau suivant présente l'incidence qu'une augmentation ou une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur les soldes au 31 décembre 2008 aurait sur le bénéfice net pour la période de trois mois terminée à cette date. Les fluctuations de taux d'intérêt n'ont pas d'incidence sur les autres éléments du résultat étendu. Toutes les autres valeurs de l'analyse de sensibilité sont constantes.

	Valeur comptable	Effet d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le bénéfice net	Effet d'une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur le bénéfice net
Trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite de la dette bancaire	645 423 \$	1 113 \$	(1 113)\$
Créditeurs des clients, montant net	556 053	(959)	959
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	345 368	596	(596)
Montant à payer aux courtiers en valeurs mobilières, montant net	57 796	(247)	247
Dette subordonnée	25 000	(43)	43

Risque de change

Le risque de change découle de la possibilité que toute fluctuation du cours des monnaies étrangères entraîne des pertes. Le principal risque de change auquel la Société est exposée découle de son placement dans ses filiales des États-Unis et du Royaume-Uni. Ces filiales sont considérées comme autonomes et, par conséquent, leurs comptes sont convertis selon la méthode du cours de clôture. Toute fluctuation du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la livre sterling entraînera une variation des gains latents (pertes latentes) à la conversion des comptes des établissements étrangers autonomes, laquelle sera constatée dans le cumul des autres éléments du résultat étendu.

Les filiales canadiennes détenaient également des instruments financiers en monnaies étrangères, et, par conséquent, toute fluctuation des taux de change aura une incidence sur les gains et les pertes de change réalisés.

Le tableau ci-dessous présente l'incidence qu'une variation de 10 % de la valeur des monnaies étrangères aurait sur le bénéfice net et sur les autres éléments du résultat étendu, dans la mesure où l'exposition à ces monnaies étrangères est importante. Toutes les autres valeurs de l'analyse sont constantes.

<i>Monnaie</i>	Effet d'une augmentation de 10 % du taux de change sur le bénéfice net	Effet d'une diminution de 10 % du taux de change sur le bénéfice net	Effet d'une augmentation de 10 % du taux de change sur les autres éléments du résultat étendu	Effet d'une diminution de 10 % du taux de change sur les autres éléments du résultat étendu
Dollar américain	(5 936)\$	5 936 \$	(19)\$	19 \$
Livre sterling	(256)	256	12 613	(12 613)

La Société a essentiellement recours à des instruments financiers dérivés pour gérer le risque de change lié aux règlements en instance de titres en monnaie étrangère. La juste valeur de ces contrats est minime en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance. Les gains et les pertes réalisés et latents qui ont trait à ces contrats sont constatés dans le bénéfice net au cours de la période.

Les contrats à terme en cours au 31 décembre 2008 étaient les suivants :

	Notionnel (en millions \$ US)	Cours moyen (\$ CA / \$ US)	Échéance	Juste valeur (en millions \$ US)
Pour vendre des dollars américains	0,6 \$	1,28 \$	2 janvier 2009	0,1 \$
Pour acheter des dollars américains	2,3	1,22	2 janvier 2009	(0,1)

Les contrats à terme en cours au 31 mars 2008 étaient les suivants :

	Notionnel (en millions \$ US)	Cours moyen (\$ CA / \$ US)	Échéance	Juste valeur (en millions \$ US)
Pour vendre des dollars américains	6,00 \$	1,03 \$	1 ^{er} avril 2008	0,1 \$
Pour acheter des dollars américains	3,50	1,03	2 avril 2008	(0,1)

Les contrats à terme en cours au 31 décembre 2007 étaient les suivants :

	Notionnel (en millions \$ US)	Cours moyen (\$ CA / \$ US)	Échéance	Juste valeur (en millions \$ US)
Pour vendre des dollars américains	7,00 \$	0,99 \$	3 janvier 2008	0,1 \$
Pour acheter des dollars américains	11,00	0,99	3 janvier 2008	(0,1)

Prêt et emprunt de titres

La Société exerce des activités de prêt et d'emprunt de titres principalement pour faciliter le processus de règlement des titres. Ces arrangements sont généralement à court terme, des intérêts étant reçus sur les espèces livrées et des intérêts étant versés sur les espèces reçues. Ces opérations sont entièrement garanties et sont assujetties quotidiennement à des appels de marge pour combler toute insuffisance entre la valeur marchande du titre donné et la somme reçue en garantie. Ces opérations sont garanties par nantissement d'espèces ou par des titres, y compris des bons du Trésor et des obligations gouvernementales, et sont constatées dans les débiteurs et les créditeurs. La Société gère son risque de crédit en établissant des limites globales par client pour ces opérations et en surveillant le respect de ces limites. L'intérêt gagné sur les garanties par nantissement d'espèces est fondé sur un taux variable. Au 31 décembre 2008, les taux variables sur les actions et les obligations étaient respectivement de 1,26 % et 1,216 % (respectivement de 1,32 % et 2,95 % au 31 mars 2008, et respectivement de 1,32 % et 2,95 % au 31 décembre 2007).

	Espèces		Titres	
	prêtées ou livrées en garantie	empruntées ou reçues en garantie	prêtés ou livrés en garantie	empruntés ou reçus en garantie
31 décembre 2008	88 894 \$	12 812 \$	597 \$	102 901 \$
31 mars 2008	188 654	84 257	13 541	279 550
31 décembre 2007	182 491	66 982	7 656	254 716

Lignes de crédit

La Société dispose de facilités de crédit auprès de banques au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni pour un total de 491,8 millions \$. Ces facilités de crédit, consistant en prêts remboursables à vue, en lettres de crédit et en facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés ou des titres détenus par la Société. Au 31 décembre 2008, l'encours bancaire de la Société était de 39,0 millions \$.

Une filiale de la Société a également obtenu des lettres de crédit de soutien irrévocables d'une institution financière d'un total de 2,8 millions \$ (2,3 millions \$ US) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à Boston, à New York et à San Francisco. En date du 31 décembre 2008, il n'y avait aucun solde sur ces lettres de crédit de soutien.

Dans le cadre du programme de secours de Canaccord, la Société a obtenu deux lettres de crédit en avril 2008 afin de faciliter le financement du programme de secours. Le 30 janvier 2009, le programme de secours de Canaccord a été conclu avec succès (voir la note 18), sans prélèvement sur les deux lettres de crédit et, par conséquent, ces dernières ont par la suite été annulées.

5. Débiteurs et créiteurs et charges à payer

Débiteurs

	31 décembre 2008	31 mars 2008	31 décembre 2007
Courtiers en valeurs mobilières	205 333 \$	425 038 \$	383 120 \$
Clients	214 246	555 935	499 739
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	345 368	400 603	331 902
Divers	41 455	41 341	46 108
	806 402 \$	1 422 917 \$	1 260 869 \$

Créditeurs et charges à payer

	31 décembre 2008	31 mars 2008	31 décembre 2007
Courtiers en valeurs mobilières	263 129 \$	407 193 \$	391 091 \$
Clients	770 299	1 037 860	902 226
Divers	162 105	242 426	167 813
	1 195 533 \$	1 687 479 \$	1 461 130 \$

Les créiteurs comprennent une somme de 345,4 millions \$ (400,6 millions \$ au 31 mars 2008 et 331,9 millions \$ au 31 décembre 2007) due à des clients pour des soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie.

Les achats de titres des clients se font au comptant ou sur marge. Dans le cas des titres achetés sur marge, la Société accorde un prêt au client pour l'achat de titres, en prenant en garantie les titres achetés ou d'autres titres dans le compte du client. Le montant des prêts à un client est limité par les règlements sur les marges de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières («OCRCVM») et d'autres organismes de réglementation, et est soumis aux procédés d'examen de crédit et de contrôle quotidien de la Société.

Les sommes à recevoir des clients ou à verser à ces derniers sont exigibles à la date de règlement de l'opération de négociation. Les prêts sur marge sont remboursables à vue et sont garantis par les actifs dans les comptes des clients. L'intérêt sur les prêts sur marge et sur les sommes dues aux clients est fondé sur un taux variable (respectivement de 6,50 % à 7,00 % et de 0,25 % à 0,50 % au 31 décembre 2008, respectivement de 7,25 % à 8,00 % et de 0,25 % à 2,25 % au 31 mars 2008 et respectivement de 8,00 % à 9,25 % et de 1,13 % à 3,00 % au 31 décembre 2007).

6. Placements

	31 décembre 2008	31 mars 2008	31 décembre 2007
Disponible à la vente	5 000 \$	5 000 \$	5 000 \$

La Société a investi 5 millions \$ dans une société en commandite dans le cadre de son initiative visant la mise sur pied d'un système de négociation parallèle. Le placement est comptabilisé au coût, car il n'a pas de valeur à la cote.

7. Placement dans des titres de papier commercial adossé à des actifs

	31 décembre 2008	31 mars 2008	31 décembre 2007
Placement dans des titres de papier commercial adossé à des actifs («PCAA»)	23 160 \$	29 860 \$	34 501 \$

Au 31 décembre 2008, la Société détenait du PCAA d'une valeur nominale de 42,7 millions \$ et d'une juste valeur estimative de 23,2 millions \$. Le PCAA n'a pas été réglé à l'échéance, en raison des problèmes de liquidité avec lesquels le marché du PCAA était aux prises. Le PCAA n'a pas été négocié sur un marché actif depuis la mi-août 2007.

Le 17 mars 2008, le Comité pancanadien des investisseurs dans les PCAA (le «Comité») a déposé auprès de la Cour supérieure de l'Ontario (la «cour») une procédure visant un plan de transaction et d'arrangement (le «plan») en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada) («LACC»). Le 25 avril 2008, à l'assemblée des porteurs de billets PCAA, la majorité requise de porteurs de billets a approuvé le plan de restructuration. Le 5 juin 2008, la cour a émis une ordonnance et a communiqué les raisons de l'approbation du plan dans sa version modifiée. Le 18 août 2008, la Cour d'appel de l'Ontario a confirmé la décision et, le 19 septembre 2008, la Cour suprême du Canada a refusé l'autorisation d'appel. Le 24 décembre 2008, le Comité a annoncé qu'une entente avait été conclue entre tous les intervenants clés, y compris les gouvernement du Canada, du Québec, de l'Ontario et de l'Alberta relativement à l'octroi de marges additionnelles au soutien du plan, et qu'il avait finalisé certaines améliorations apportées au plan.

Le 12 janvier 2009, la Cour supérieure de justice de l'Ontario a rendu publique l'ordonnance définitive de mise en œuvre du processus de restructuration du PCAA. La restructuration a été conclue le 21 janvier 2009. L'échange des billets PCAA visés par la restructuration a été effectué le 21 janvier 2009. Un premier versement d'intérêts (au 31 août 2008) a également été versé le même jour. Le solde des intérêts fera l'objet de versements ultérieurs dont les montants et les échéances ne sont pas encore déterminés. Les honoraires de restructuration engagés, de même qu'une provision pour frais de restructuration supplémentaires, ont été déduits de ce premier versement d'intérêts.

Dans sa version modifiée, le plan prévoyait une décharge déclaratoire qui était en vigueur au moment de la mise en œuvre du plan et laquelle, à la conclusion du programme de secours de Canaccord, s'est traduite par l'abandon de toute réclamation existante ou à venir contre la Société liée au PCAA.

Rien ne garantit que la validité ou l'efficacité de la décharge déclaratoire ne seront pas mises en doute dans le cadre de poursuites entamées contre la Société et des tiers. Si la décharge déclaratoire était déclarée non valide ou inefficace, les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société pourraient être négativement touchés de façon importante.

Selon l'information contenue dans le document d'information et d'autres renseignements de nature publique disponibles au 31 décembre 2008, la Société a estimé qu'elle recevrait les sommes qui suivent à la conclusion de la restructuration en janvier 2009 :

- 38,9 millions \$ de billets appelés véhicule d'actifs cadre II («VAC II») de premier rang de catégorie A-1 et de catégorie A-2 et de billets subordonnés de catégorie B et de catégorie C
 - 18,6 millions \$ de billets de catégorie A-1
 - 16,2 millions \$ de billets de catégorie A-2
 - 2,9 millions \$ de billets de catégorie B
 - 1,2 million \$ de billets de catégorie C

Les billets de catégorie A-1, de catégorie A-2 et de catégorie B porteront intérêt au taux des acceptations bancaires, moins 0,50 %. Les billets de catégorie C porteront intérêt au taux des acceptations bancaires majoré de 20 %. Ces billets comportent des dates d'échéance légale en 2056 mais la date de remboursement prévue des billets de catégories A-1 et A-2 est le 22 janvier 2017. Les billets de premier rang (catégorie A-1 et A-2) ont obtenu la note «A» de DBRS Limited, et les billets subordonnés (catégorie B et C) ne sont pas notés.

- 1,3 millions \$ de billets reflète VAC III en actifs traditionnels («TA»)

Les billets reflète TA porteront intérêt à un taux fondé sur le taux de rendement net produit par les actifs reflète sous-jacents.

L'échéance de ces billets est fondée sur les échéances des actifs sous-jacents. Certains des billets reflète TA sont notés comme suit :

- Catégorie 5A : AAA
 - Catégorie 7A : AAA
 - Catégorie 10A : AA (élevé)
 - Catégorie 12A : AA (élevé)
 - Catégorie 15A : AAA
 - Catégorie 16A : A (bas)
- 2,5 millions \$ de billets pour les actifs inadmissibles («AI») VAC II

Les billets reflète AI porteront intérêt à un taux fondé sur le taux de rendement net produit par les actifs reflète sous-jacents.

L'échéance de ces billets est fondée sur l'échéance des actifs sous-jacents. Ces billets ne seront pas notés.

Une grande incertitude entoure l'estimation du montant et de l'échéance des flux de trésorerie du PCAA. La Société estime la juste valeur du PCAA qu'elle détient en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus selon une approche fondée sur des pondérations probabilistiques et selon les meilleures données disponibles au 31 décembre 2008. Les hypothèses utilisées pour établir la juste valeur estimative reflètent les détails compris dans le document d'information publié par le comité.

Les hypothèses utilisées dans le cadre du modèle d'évaluation au 31 décembre 2008 comprennent :

Taux d'intérêt moyen pondéré	1,53 %
Taux d'actualisation moyen pondéré	6,89 %
Échéance des billets	de 8 ans à 19 ans
Pertes de crédit	de 10 % à 80 %

Si ces hypothèses changeaient, la juste valeur du PCAA fluctuerait considérablement. La Société a comptabilisé un ajustement à la juste valeur de 12,8 millions \$ au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2008. Le modèle d'évaluation a été mis à jour au 31 décembre 2008 avec des hypothèses révisées fondées sur les conditions de marché en vigueur et, par conséquent, un ajustement à la juste valeur additionnel de 6,7 millions \$ a été comptabilisé pour la période terminée le 31 décembre 2008.

8. Écart d'acquisition et autres actifs incorporels

	31 décembre 2008	31 mars 2008	31 décembre 2007
Écart d'acquisition			
Solde au début de la période	30 070 \$	30 070 \$	30 070 \$
Dépréciation	(30 070)	—	—
Solde à la fin de la période	—	30 070	30 070
Autres actifs incorporels			
Solde au début de la période	1 745	3 863	3 863
Amortissement	(291)	(1 413)	(1 060)
Dépréciation	(1 454)	—	—
Solde à la fin de la période	—	2 450	2 803
	— \$	32 520 \$	32 873 \$

Les autres actifs incorporels correspondent aux valeurs attribuées à l'égard des marques, des relations clients et de la technologie acquises et sont amortis selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile estimative de quatre ans. L'écart d'acquisition et les autres actifs incorporels sont liés au secteur d'exploitation Canaccord Adams.

Conformément au chapitre 3062 du *Manuel de l'ICCA*, «Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels», la Société est tenue d'évaluer annuellement l'écart d'acquisition pour établir s'il a subi une dépréciation. L'écart d'acquisition devrait aussi faire l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'une dépréciation possible a été détectée en raison d'un événement ou d'un changement de circonstances pour s'assurer que la juste valeur d'une unité d'exploitation à laquelle l'écart d'acquisition a été attribué est plus élevée ou au moins égale à sa valeur comptable. Les autres actifs incorporels sont amortis sur leur durée de vie utile et font l'objet d'un test de dépréciation régulièrement ou lorsqu'une moins-value possible a pu se produire en raison d'un événement ou d'un changement de circonstances.

L'acquisition d'Adams Harkness Financial Group, Inc. (renommée Canaccord Adams Inc.) a entraîné la constatation d'un écart d'acquisition et d'actifs incorporels de 27,5 millions \$ qui représentaient le coût d'acquisition en excédent de la juste valeur des actifs identifiables nets au moment de l'acquisition. Canaccord Adams Inc. fournit principalement des services liés aux marchés des capitaux à des institutions et des sociétés aux États-Unis. Compte tenu de la détérioration rapide des marchés et de l'incertitude entourant les marchés des capitaux, cette unité d'exploitation a subi une baisse de ses activités d'affaires et de ses produits. En raison des changements négatifs survenus dans le contexte d'affaires, la Société a effectué une évaluation pour établir la juste valeur de cette unité d'exploitation comparativement à sa valeur comptable. Les résultats de cette évaluation se sont traduits par la comptabilisation d'une charge de 27,5 millions \$ à l'égard de la moins-value de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels relatifs à Canaccord Adams Inc. La charge pour moins-value a été établie selon une évaluation de Canaccord Adams Inc. à l'aide d'une analyse des flux de trésorerie actualisés prévus et de certains indicateurs de la valeur de marché. L'établissement de la juste valeur fait appel au jugement de la direction dans le choix des modèles d'évaluation et des hypothèses et des estimations à utiliser dans ces modèles, ainsi qu'à l'égard de l'établissement de la valeur. Ce jugement a une incidence sur l'établissement de la juste valeur, et sur toute charge pour toute moins-value qui en découle.

La Société a aussi comptabilisé une imputation de 4,0 millions \$ afin de constater la dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels de Canaccord Enermarket Ltd. («Enermarket»). La principale activité d'Enermarket consiste en la prestation de services de consultation auprès de sociétés du secteur du pétrole et du gaz, et ses perspectives en matière de bénéfice ont été touchées de manière défavorable par la volatilité des conditions des marchés des capitaux, y compris la chute brutale récente des prix du pétrole.

9. Dette subordonnée

	31 décembre 2008	31 mars 2008	31 décembre 2007
Emprunt, intérêt payable mensuellement au taux préférentiel majoré de 2 % par année, remboursable à vue	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$

L'emprunt est assujéti à un contrat de subordination et peut être remboursé uniquement avec l'autorisation préalable de l'OCRCVM.

10. Capital social

	31 décembre 2008	31 mars 2008	31 décembre 2007
Capital social			
Actions ordinaires	243 336 \$	173 799 \$	173 799 \$
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	(32 248)	(35 410)	(34 816)
Acquisition d'actions ordinaires pour le régime d'intéressement à long terme [note 11]	(35 092)	(27 247)	(23 335)
Surplus d'apport	42 742	34 024	25 722
	<u>218 738 \$</u>	<u>145 166 \$</u>	<u>141 370 \$</u>

Le capital social de la Société se compose de ce qui suit :

i] Autorisé

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale
Nombre illimité d'actions privilégiées sans valeur nominale

ii] Émis et entièrement libéré

Actions ordinaires

	Nombre d'actions	Montant
Solde au 31 décembre 2007 et au 31 mars 2008	47 835 051	173 799 \$
Actions émises au comptant	6 733 250	67 341
Actions émises dans le cadre du régime de rémunération à base d'actions [note 11]	167 838	2 638
Actions annulées	(100 000)	(442)
Solde au 31 décembre 2008	<u>54 636 139</u>	<u>243 336 \$</u>

Le 2 mai 2008, la Société a conclu un financement entièrement souscrit de 5 855 000 actions ordinaires à un prix de 10,25 \$ l'action pour un produit brut total de 60,0 millions \$. Le 22 mai 2008, les preneurs fermes ont exercé une option pour attribution excédentaire relative au financement en vue de l'achat d'un nombre additionnel de 878 250 actions ordinaires à un prix de 10,25 \$ l'action pour un produit brut de 9,0 millions \$. Les frais d'émission d'actions, déduction faite des impôts et des taxes, ont totalisé 1,6 million \$.

iii] Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires

La Société offre aux employés des prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires. Le solde des droits non acquis des prêts-subventions est présenté en réduction du capital social. Les prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires sont amortis sur la durée d'acquisition des droits. Le surplus d'apport comprend l'amortissement des prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis.

iv] Résultat par action

	<i>Pour les périodes de trois mois terminées les</i>		<i>Pour les périodes de neuf mois terminées les</i>	
	31 décembre 2008	31 décembre 2007	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Résultat de base par action				
Bénéfice net (perte nette) de la période	(62 378)\$	15 048 \$	(51 317)\$	66 488 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	49 073 032	44 442 253	48 656 116	44 670 881
Résultat de base par action	(1,27)\$	0,34 \$	(1,05)\$	1,49 \$
Résultat par action (nombre dilué)				
Bénéfice net (perte nette) de la période	(62 378)\$	15 048\$	(51 317)\$	66 488 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	49 073 032	44 442 253	48 656 116	44 670 881
Effet dilutif des actions dont les droits ne sont pas acquis (nombre)	2 810 989	2 390 540	2 810 989	2 390 540
Effet dilutif de l'engagement à l'égard de l'émission d'actions dans le cadre du programme de maintien en poste (nombre) [note 11]	616 205	420 359	616 205	420 359
Effet dilutif des actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par le fonds de fiducie pour les avantages sociaux des employés (nombre) [note 11]	2 719 062	1 023 043	2 246 457	796 063
Effet dilutif de l'engagement à l'égard de l'émission d'actions dans le cadre du RILT (nombre) [note 11]	-	48 158	-	142 732
Nombre moyen pondéré rajusté d'actions ordinaires	55 219 288	48 324 353	54 329 767	48 420 575
Résultat par action (nombre dilué)	(1,27)\$	0,31 \$	(1,05)\$	1,37 \$

II. Rémunération à base d'actions

Programmes de maintien en poste

Comme il est indiqué dans les états financiers consolidés annuels vérifiés, la Société a établi deux programmes de maintien en poste dans le cadre des acquisitions d'Enermarket et d'Adams Harkness Financial Group, Inc. («Adams Harkness»).

Le programme d'Enermarket prévoit l'émission d'un maximum de 25 210 actions ordinaires de la Société sur deux ans. La Société a émis 14 203 actions ordinaires dans le cadre de ce programme au cours des exercices terminés le 31 mars 2008 et le 31 mars 2007. Les actions résiduelles ont été éteintes.

Le programme d'Adams Harkness (qui porte désormais le nom de Canaccord Adams Inc.) prévoit l'émission d'un maximum de 1 118 952 actions ordinaires de la Société après une période d'acquisition des droits de trois ans, qui a pris fin le 31 décembre 2008. En date du 31 décembre 2008, les droits de 616 205 actions ont été acquis et ce nombre était fondé sur les produits d'exploitation gagnés par Canaccord Adams Inc. au cours de la période d'acquisition. Le nombre total d'actions ordinaires dont les droits ont été acquis correspondait aux produits réalisés par Canaccord Adams Inc. pendant la période d'acquisition des droits, divisé par 250,0 millions \$ US, multiplié par le nombre d'actions ordinaires visées par le programme de maintien en poste. Lorsque les objectifs en matière de produits ont été atteints pendant la période d'acquisition des droits, les montants proportionnels des primes de maintien ont été comptabilisés comme frais de développement, et le nombre applicable d'actions correspondant a été inclus dans le nombre dilué d'actions ordinaires en circulation [note 10 iv]]. Pour les trois mois et neuf mois terminés le 31 décembre 2008, la Société a passé en charges des montants respectifs de 845 \$ et de 2 437 \$ (672 \$ et 2 611 \$ pour les trois mois et neuf mois terminés le 31 décembre 2007).

Le 15 décembre 2008, la Société a émis 53 384 actions ordinaires à d'anciens employés d'Adams Harkness comme prévu par le programme de maintien en poste au moment de l'acquisition des droits. Les actions ordinaires ont été émises au prix de 10,25 \$ l'action pour une valeur totalisant 547 \$.

Le nombre d'actions visées par les programmes de maintien en poste a évolué de la manière suivante :

	Pour les périodes de trois mois terminées les		Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 décembre 2008	31 décembre 2007	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Nombre d'actions ordinaires visées par le programme de maintien en poste d'Enermarket :				
Au début de la période	—	10 254	—	10 254
Émissions	—	(3 949)	—	(3 949)
Ajustements et extinctions	—	(6 305)	—	(6 305)
À la fin de la période	—	—	—	—
Actions dont les droits ont été acquis au cours de la période	—	3 949	—	3 949
Nombre d'actions ordinaires visées par le programme de maintien en poste d'Adams Harkness :				
Au début de la période	772 473	818 889	804 012	953 107
Émissions	(53 384)	—	(53 384)	(9 268)
Extinctions	(102 884)	(14 877)	(134 423)	(139 827)
À la fin de la période	616 205	804 012	616 205	804 012
Actions dont les droits ont été acquis au cours de la période	616 205	—	616 205	—

Options sur actions

La Société a attribué des options sur actions ordinaires de la Société à des administrateurs indépendants. Les droits rattachés aux options sur actions s'acquiescent sur une période de quatre ans et arrivent à échéance sept ans après la date d'attribution. Le prix d'exercice est fondé sur la juste valeur de marché des actions ordinaires à la date d'attribution. Le prix d'exercice moyen pondéré des options sur actions est de 15,54 \$.

Le tableau ci-dessous présente le sommaire des options sur actions de la Société aux 31 décembre 2008 et 2007 et au 31 mars 2008 et les variations survenues au cours des périodes terminées à ces dates.

	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)
Solde au 31 décembre 2007	125 000	23,13 \$
Attribuées	—	—
Exercées	—	—
Solde au 31 mars 2008	125 000	23,13
Attribuées	150 000	9,21
Exercées	—	—
Solde au 31 décembre 2008	275 000	15,54 \$

La juste valeur de chaque option sur actions a été évaluée à la date d'attribution au moyen du modèle de Black et Scholes selon les hypothèses suivantes :

	Attribution août 2008	Attribution juin 2008	Attribution mai 2007
Rendement de l'action	5,10 %	5,10 %	1,80 %
Volatilité prévue	30,00 %	30,00 %	30,00 %
Taux d'intérêt sans risque	2,32 %	2,32 %	4,25 %
Durée de vie prévue	5 ans	5 ans	5 ans

Le modèle d'évaluation des options exige le recours à des hypothèses hautement subjectives, y compris la volatilité prévue des cours. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Par conséquent, les modèles existants ne fournissent pas nécessairement une mesure unique fiable de la juste valeur des options sur actions de la Société.

Pour les trois mois et neuf mois terminés le 31 décembre 2008, des charges de rémunération respectives de 51 \$ et de 152 \$ ont été constatées (41 \$ et 123 \$ pour les trois mois et neuf mois terminés le 31 décembre 2007).

Régime d'intéressement à long terme

En vertu du régime d'intéressement à long terme («RILT»), les unités d'actions temporairement incessibles dont les droits sont acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, une fiducie pour les avantages sociaux des employés (la «fiducie») a été constituée et : a) la Société y versera des fonds qu'un fiduciaire utilisera pour acheter des actions ordinaires de la Société sur le marché libre qu'il détiendra en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions temporairement incessibles; ou b) la Société émettra des actions ordinaires à même le capital autorisé aux participants à la suite de l'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions temporairement incessibles. Pour les employés des États-Unis et du Royaume-Uni, au moment de chaque attribution d'unité d'action temporairement incessible, la Société attribuera des actions ordinaires qu'elle émettra à même le capital autorisé au moment de l'acquisition des droits s'y rattachant pour chaque participant. Les actions émises dans le cadre du RILT seront généralement contrebalancées par les achats effectués dans le cadre de l'OPR dans le cours normal des affaires.

Le coût des unités d'actions temporairement incessibles est amorti sur la période d'acquisition des droits de trois ans. Pour les trois mois et neuf mois terminés le 31 décembre 2008, des charges de rémunération respectives de 4,7 millions \$ et de 13,5 millions \$ ont été constatées (5,1 millions \$ et 11,1 millions \$ pour les trois mois et neuf mois terminés le 31 décembre 2007).

	Pour les périodes de trois mois terminées les		Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 décembre 2008	31 décembre 2007	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Attributions en cours au début de la période	3 881 558	1 207 328	2 221 578	—
Attributions	133 994	419 896	2 195 969	1 627 224
Actions dont les droits sont acquis	(128 100)	—	(530 095)	—
Attributions en cours à la fin de la période	3 887 452	1 627 224	3 887 452	1 627 224
	Pour les périodes de trois mois terminées les		Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 décembre 2008	31 décembre 2007	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Actions ordinaires détenues par la fiducie au début de la période	3 011 055	937 162	1 621 895	—
Actions acquises	—	316 264	1 706 903	1 253 366
Actions libérées à l'acquisition des droits	(97 898)	—	(415 641)	—
Actions ordinaires détenues par la fiducie à la fin de la période	2 913 157	1 253 366	2 913 157	1 253 366

12. Opérations entre parties liées

Les opérations sur titres effectuées par la Société pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Le revenu de commissions sur l'ensemble de ces opérations n'est pas important par rapport à l'ensemble des activités de la Société.

Les débiteurs et les créditeurs et charges à payer comprenaient les soldes suivants avec les parties liées :

	31 décembre 2008	31 mars 2008	31 décembre 2007
Débiteurs	37 539 \$	48 521 \$	55 348 \$
Créditeurs et charges à payer	73 779	64 945	68 272

13. Information sectorielle

Les deux secteurs d'exploitation de la Société sont les suivants :

Le secteur Canaccord Adams inclut les services de financement de sociétés, les activités de recherche et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements ainsi que les activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, au Royaume-Uni et aux États-Unis.

Le secteur Services aux particuliers offre des services de courtage et des conseils en placement à la clientèle au détail et privée au Canada et aux États-Unis.

Le secteur Non sectoriel et autres inclut les services de courtage de correspondance, les intérêts, les produits et les charges libellés en devises qui ne sont pas précisément attribuables à Canaccord Adams ou aux Services aux particuliers.

Les segments d'activité de la Société sont gérés de façon distincte parce que chaque secteur offre des services différents et fait appel à des stratégies différentes en matière de personnel et de marketing. La Société évalue le rendement de chaque secteur d'activité d'après le bénéfice (la perte) avant impôts sur les bénéfices.

La Société ne répartit pas le total des actifs ni le matériel et les améliorations locatives entre les secteurs. L'amortissement est réparti entre les secteurs d'après la superficie en pieds carrés occupée. Il n'y a pas de produits intersectoriels importants.

Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre

	2008				2007			
	Canaccord Adams	Services aux particuliers	Non sectoriel et autres	Total	Canaccord Adams	Services aux particuliers	Non sectoriel et autres	Total
Produits	49 250 \$	33 532 \$	4 406 \$	87 188 \$	109 583 \$	61 166 \$	12 605 \$	183 354 \$
Charges	58 409	37 441	21 762	117 612	82 529	46 087	21 456	150 072
Amortissement	1 586	463	702	2 751	984	495	718	2 197
Frais de développement	4 251	2 312	1 175	7 738	3 936	1 550	1 288	6 774
Dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels	31 524	—	—	31 524	—	—	—	—
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	(46 520)\$	(6 684)\$	(19 233)\$	(72 437)\$	22 134 \$	13 034 \$	(10 857)\$	24 311 \$

Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre

	2008				2007			
	Canaccord Adams	Services aux particuliers	Non sectoriel et autres	Total	Canaccord Adams	Services aux particuliers	Non sectoriel et autres	Total
Produits	212 379 \$	135 229 \$	23 117 \$	370 725 \$	353 677 \$	194 664 \$	39 752 \$	588 093 \$
Charges	196 936	114 271	53 430	364 637	251 236	143 659	62 676	457 571
Amortissement	3 424	1 283	2 158	6 865	2 880	1 397	2 043	6 320
Frais de développement	12 056	5 256	4 271	21 583	13 810	4 263	4 040	22 113
Dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs	31 524	—	—	31 524	—	—	—	—
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	(31 561)\$	14 419 \$	(36 742)\$	(53 884)\$	85 751 \$	45 345 \$	(29 007)\$	102 089 \$

Les activités de la Société sont réparties selon les quatre segments géographiques suivants (les produits sont attribués aux régions géographiques selon les résultats d'exploitation non sectoriels sous-jacents) :

	Pour les périodes de trois mois terminées les		Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 décembre 2008	31 décembre 2007	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Canada				
Produits	57 854 \$	125 102 \$	247 482 \$	404 470 \$
Matériel et améliorations locatives	29 285	24 400	29 285	24 400
Écart d'acquisition et autres actifs incorporels	—	4 144	—	4 144
Royaume-Uni				
Produits	11 752 \$	34 644 \$	58 567 \$	102 952 \$
Matériel et améliorations locatives	7 099	8 273	7 099	8 273
États-Unis				
Produits	16 586 \$	23 135 \$	60 536 \$	70 294 \$
Matériel et améliorations locatives	7 794	7 266	7 794	7 266
Écart d'acquisition et autres actifs incorporels	—	28 729	—	28 729
Autres établissements étrangers				
Produits	996 \$	473 \$	4 140 \$	10 377 \$

14. Gestion du capital

L'entreprise a besoin de capitaux aux fins de l'exploitation et de la réglementation, y compris le financement de ses activités actuelles et futures. La Société a une structure du capital fondée sur les capitaux propres, qui englobent le capital social, les bénéfices non répartis, le cumul des autres éléments du résultat étendu ainsi que la dette subordonnée. Le tableau ci-dessous présente le sommaire de notre capital au 31 décembre 2008.

Type de capital	Valeur comptable	Pourcentage du capital
Capital social	218 738 \$	57,1 %
Bénéfices non répartis	157 823	41,2 %
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(18 600)	(4,8)%
Capitaux propres	357 961	93,5 %
Dette subordonnée	25 000	6,5 %
	<u>382 961 \$</u>	<u>100,0 %</u>

Le cadre de la gestion du capital de la Société est conçu pour maintenir le capital à un niveau qui :

- respecte les ratios cibles des filiales réglementées de la Société, fixés par les organismes de réglementation respectifs;
- permet de financer les activités actuelles et futures;
- permet d'assurer que la Société peut s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles arrivent à échéance;
- génère de la valeur pour les actionnaires.

Les filiales suivantes sont assujetties aux exigences en matière de capital réglementaire des organismes de réglementation de leur territoire respectif :

- La Corporation Canaccord Capital est assujettie à la réglementation canadienne, principalement celle de l'OCRCVM;
- Canaccord Adams Limited est réglementée par la Financial Services Authority du Royaume-Uni et est membre de la Bourse de Londres;
- Canaccord Adams Inc. est un courtier en valeurs mobilières inscrit aux États-Unis et est assujettie principalement à la réglementation de la Financial Industry Regulatory Authority;
- Canaccord Capital Corporation (USA), Inc. est un courtier en valeurs mobilières inscrit aux États-Unis et est assujettie principalement à la réglementation de la Financial Industry Regulatory Authority;
- Canaccord International Ltd. est assujettie à la réglementation de la Banque centrale de la Barbade.

Les exigences en matière de capital réglementaire peuvent varier quotidiennement en raison des dépôts de garantie obligatoires à l'égard des opérations en cours et des exigences en matière de prise ferme et de fonds de roulement. En vue de se conformer à ces exigences, la Société pourrait être tenue de maintenir les liquidités et les autres actifs liquides disponibles à un niveau suffisant pour satisfaire aux exigences en matière de capital réglementaire, et ne pas pouvoir utiliser ces actifs liquides dans le cadre de ses activités ou à des fins de décaissement. Au cours des neuf mois terminés le 31 décembre 2008, les filiales de la Société se sont conformées à toutes les exigences minimales en matière de capital réglementaire.

15. Engagements et éventualités

Engagements

Les filiales de la Société se sont engagées à verser les loyers minimaux approximatifs suivants pour des locaux et du matériel au cours des cinq prochains exercices et par la suite :

2010	26 928 \$
2011	22 799
2012	19 588
2013	17 756
2014	16 490
Par la suite	56 896
	<u>160 457 \$</u>

Au cours de la période, les éventualités de la Société, présentées à la note 18 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés au 31 mars 2008, n'ont pas fait l'objet de modifications importantes.

16. Programme de secours de Canaccord

La Société a précédemment annoncé les détails du programme de secours de Canaccord qui comprenait le rachat d'un maximum de 152 millions \$ de PCAA restructurés, à la valeur nominale, auprès des clients qui en détiennent 1 million \$ ou moins. Le programme de secours de Canaccord a été conclu le 30 janvier 2009, et comprend des opérations avec des tierces parties et un complément monétaire financé par Canaccord afin de proposer un rachat à la valeur nominale. Les clients ont eu le droit de recevoir les intérêts impayés dans la mesure où le plan de restructuration le permettait, et la Société a remboursé aux clients les frais de restructuration qu'ils auront assumés.

En raison de charges décaissées additionnelles, la société a relevé sa provision à l'égard des programmes de secours de 2,7 millions \$ pour la période terminée le 31 décembre 2008 afin de refléter les frais révisés des programmes. De plus, des frais additionnels de 2,6 millions \$ ont été comptabilisés pour refléter l'ajustement à la juste valeur des billets VAC II de catégorie 15 acquis par la société au moment de la conclusion du programme de secours de Canaccord en janvier 2009 (voir la note 18). En date du 31 décembre 2008, le montant total de la provision liée au programme de secours relatif au PCAA s'établissait à 59,5 millions \$.

17. Frais de restructuration

En octobre 2008, la Société a mis en œuvre une restructuration à l'échelle de la Société qui s'est traduite par des réductions de l'effectif dans toutes les régions où la Société exerce ses activités. La Société a comptabilisé une charge avant impôts de 7,5 millions \$ relativement à la restructuration du personnel.

18. Événements postérieurs à la date du bilan

i] Le plan de restructuration du PCAA [note 7] a été mis en œuvre le 21 janvier 2009. Le PCAA détenu par la Société, d'une valeur nominale de 42,7 millions \$ au 31 décembre 2008, a été échangé contre des billets restructurés le 21 janvier 2009. La valeur nominale des billets restructurés reçus par la Société le 21 janvier 2009 correspond à celle des billets qui devaient être reçus le 31 décembre 2008 comme il est mentionné à la note 7, «Placement dans des titres de papier commercial adossé à des actifs».

Les billets restructurés représentent de nouveaux instruments financiers puisque ces billets sont émis en échange de participations dans le PCAA. La Société évalue actuellement le traitement comptable des nouveaux billets selon le chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation».

En raison de la conclusion du programme de secours de Canaccord, le 21 janvier 2009, la Société a acquis des billets VAC II de catégorie 15 d'une valeur comptable de 9,5 millions \$. Un ajustement à la juste valeur de 2,6 millions \$ a été comptabilisé pour la période terminée le 31 décembre 2008 [note 6].

ii] Le total des coûts du programme de secours relatif au PCAA engagés par la Société se sont établis à environ 59,5 millions \$. Le programme de secours de Canaccord a été mis en œuvre le 30 janvier 2009 par suite de la restructuration réussie du PCAA. Les paiements versés en vertu du programme comprenaient la valeur nominale du PCAA détenu, de même que les intérêts payés à ce jour en vertu du plan de restructuration, et le remboursement de toute charge de restructuration prise en charge par les clients admissibles.

iii] Dans le cadre du plan de maintien en poste de Adams Harkness [note 11], 616 205 actions ordinaires ont été émises en février 2009 aux employés qui avaient reçu des attributions en vertu du plan. Le plan a pris fin le 31 décembre 2008 et, à cet égard, les employés qui respectaient les conditions relatives à l'acquisition des droits ont reçu des actions ordinaires conformément aux modalités du plan.

iv] Le 11 février 2009, le conseil d'administration a examiné la politique relative aux dividendes à la lumière de l'environnement d'affaires et de ses activités, et a approuvé une interruption du versement du dividende trimestriel de la Société pour le trimestre terminé le 31 décembre 2008. Cette mesure a été prise afin de permettre à la Société de protéger son fonds de roulement et sa valeur comptable, de même que de se positionner de façon à tirer profit des occasions de croissance qui pourraient se présenter.

renseignements à l'intention des actionnaires

SIÈGE SOCIAL :

Adresse du bureau :
Canaccord Capital Inc.
2200 – 609 Granville Street
Vancouver, BC, Canada

Adresse postale :

P.O. Box 10337
Pacific Centre
2200 – 609 Granville Street
Vancouver, BC, V7Y 1H2, Canada

INSCRIPTIONS EN BOURSE :

Bourse de Toronto : CCI
AIM : CCI

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX À L'INTENTION DES

ACTIONNAIRES :

Relations avec les investisseurs
2800 – 161 Bay Street
Toronto, ON, Canada
Téléphone : 416 869-7293
Télécopieur : 416 947-8343
Courriel :
investor_relations@canaccord.com

RELATIONS AVEC

LES MÉDIAS :

Scott Davidson
Directeur général,
chef du service du marketing et
des communications mondial
Téléphone : 416 869-3875
Courriel :
scott_davidson@canaccord.com

INVESTISSEURS

INSTITUTIONNELS, COURTIERS ET ANALYSTES EN VALEURS

MOBILIÈRES :

**Pour les renseignements sur
l'information financière, communiquer
avec :**

Katherine Young
Vice-présidente,
Relations avec les investisseurs
Canaccord Capital Inc.
2800 – 161 Bay Street
Toronto, ON, Canada
Téléphone : 416 869-7293
Télécopieur : 416 947-8343
Courriel :
katherine_young@canaccord.com

Le rapport annuel 2008 de CCI est disponible sur notre site Web à l'adresse www.canaccord.com. Pour un exemplaire imprimé, veuillez communiquer avec le service des relations avec les investisseurs.

DATES ET MONTANTS CONCERNANT LES DIVIDENDES¹ POUR L'EXERCICE 2009

	<i>Date de publication des résultats</i>	<i>Date de clôture des registres</i>	<i>Date de versement</i>
T1/09	8 août 2008	29 août 2008	10 septembre 2008
T2/09	6 novembre 2008	Suspendu	Suspendu
T3/09	12 février 2009	Suspendu	Suspendu
T4/09	20 mai 2009	29 mai 2009	10 juin 2009

1) Les dividendes sont assujettis à l'approbation du conseil d'administration. Tous les versements de dividendes dépendent de la conjoncture économique générale et de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société, ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

RESSOURCES À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES :

Pour de l'information sur les transferts d'actions, les changements d'adresse, les dividendes, les certificats d'actions perdus, les formulaires d'impôt et les transferts de succession, communiquer avec :

SERVICES AUX INVESTISSEURS COMPUTERSHARE INC. :

100 University Avenue, 9th Floor
Toronto, ON, M5J 2Y1
Téléphone : 1 800 564-6253
(sans frais en Amérique du Nord)
514 982-7555 (international)
Télécopieur : 1 866 249-7775
(sans frais en Amérique du Nord) ou
416 263-9524 (international)
Courriel : service@computershare.com
Site Web : www.computershare.com

Possibilité pour les actionnaires inscrits de s'inscrire au Centre des investisseurs pour avoir accès à un outil de gestion de compte libre-service.

INFORMATION FINANCIÈRE :

Pour consulter de l'information financière courante et archivée de la Société, visiter le site Web à l'adresse www.canaccord.com/financialreports.

VÉRIFICATEUR :

Ernst & Young s.r.l.
Comptables agréés
Vancouver, BC

SITE WEB DE LA SOCIÉTÉ :

www.canaccord.com

